



Programme de Recherche dans le Champ de l'Urbain

Port-au-Prince : entre vulnérabilité et croissances urbaines, construction d'une métropole caribéenne



Référence contrat
N° FED/2014/338-974

Annexe 7 RAPPORT FINAL DE DOCTORAT *Juillet 2017*

Jean-Odile ÉTIENNE
Université Paris 8
*Laboratoire Dynamiques des mondes américains
(LADMA)*

Le présent document a été élaboré avec l'aide financière de l'Union européenne. Le contenu de ce document relève de la seule responsabilité des universités partenaires du PRCU : l'université Paris 8 Vincennes Saint-Denis – LADYSS, l'université d'État d'Haïti (UEH) – UEH-ENS-LADMA, et du CNIGS et ne peut être considéré comme reflétant le point de vue de l'Union européenne.

Les stratégies sociospatiales de réduction des vulnérabilités dans la reconstruction post-catastrophe de Port-au-Prince

Rapport final de doctorat

Jean-Odile ETIENNE

Université Paris 8

Laboratoire Dynamiques des mondes américains (LADMA)

LES STRATEGIES SOCIOESPATIALES DE REDUCTION DES VULNERABILITES DANS LA RECONSTRUCTION POST-CATASTROPHES DE PORT-AU-PRINCE

1.	DESCRIPTION	6
2.	RESUME	7
3.	TRAVAUX DE RECHERCHES DE FORMATION ET DE VULGARISATION AU SEIN DU PRCU	8
3.1.	<i>Problématique de recherche au sein des axes du PRCU</i>	8
3.2.	<i>Hypothèses de travail</i>	8
3.3.	<i>Corpus méthodologiques réalisés</i>	9
3.4.	<i>Résultats scientifiques et résultats pour les groupes cibles</i>	11
3.5.	<i>Les dimensions de la vulnérabilité et les indicateurs pris en compte</i>	12
3.6.	<i>Les principaux bénéficiaires</i>	16
3.7.	<i>Contributions à la recherche formation en master (ENS – Paris 8)</i>	17
3.8.	<i>Articulations des travaux de doctorat et du PRCU</i>	19
4.	RESULTATS	20
5.	ANNEXE.....	43
5.1.	<i>Références bibliographiques</i>	43

1. Description

Nom et prénom du chercheur	Jean Odile ETIENNE
Statut, équipe et coordonnées	Doctorant, membre du Laboratoire Dynamiques des mondes américains (LADMA/UEH/ENS) E-mail : jeanodile78@yahoo.fr Tél. : +509 32 71 16 80/38 00 56 51/33 93 25 76
Intitulé de votre domaine et votre thématique de recherches	Géographie humaine et régionale Les stratégies sociospatiales de réduction des vulnérabilités dans la reconstruction post-catastrophe de Port-au-Prince.
Axes de recherches principaux et secondaires où s'inscrit votre thème	Axe 2 : Vulnérabilités des grandes « artères écologiques », à Port-au-Prince
Date de début de vos travaux	2010
Zones du projet dans lesquelles vos recherches sont réalisées	Commune de Port-au-Prince (centre-ville historique, Turgeau, Carrefour-Feuilles)

2. Résumé

Les différents travaux de recherche que nous avons réalisés s'inscrivent en droite ligne avec le plan d'action et les activités prévues dans le cadre du projet et selon le formulaire de demande de subvention soumis à l'Union européenne par l'équipe coordinatrice du projet. Ils se répartissent ainsi :

Notre premier travail consiste en la constitution d'une bibliographie conjointe et, à cet effet, nous avons déjà réalisé un important travail de recherche bibliographique pour analyser aussi exhaustivement que possible la volumineuse littérature scientifique à propos des risques, des vulnérabilités, des catastrophes, de l'évolution et de l'aménagement urbain concernant les grandes métropoles.

Nous avons aussi participé aux travaux de repérage terrain pour les campagnes et la sélection des sites pour l'analyse territoriale. En effet, dans le cadre du Programme (PRCU) les équipes du LADYSS et du LADMA, en charge des axes 1 et 2, ont effectué deux campagnes d'observation et de repérage de terrain à Port-au-Prince pour la période allant du 25 au 27 mars 2015 et du 14 au 23 mai 2015. Nous avons contribué également à la préparation d'un protocole détaillé pour le terrain des questionnaires, grilles d'entretiens, fiches pour l'observation par groupes thématiques et par axes.

Campagne de terrain

Une campagne de terrain d'une durée de cinq mois (juillet à octobre 2015) nous a permis de tester les outils de collecte de données (questionnaires, grilles d'observation et fiches de relevés paysagers) afin de recueillir un ensemble de données multiples auprès des ménages dans les zones d'enquête retenues pour les axes 1 et 2.

Nous avons aussi participé et présenté des communications aux deux séminaires du projet, l'un à Paris (juin 2015) et l'autre à Port-au-Prince (juin 2016). Nous avons réalisé un poster scientifique ayant pour titre « La reconstruction du centre historique de Port-au-Prince : une guerre de plans et de visions entre les institutions étatiques ». Dans le cadre du colloque international *Quel développement urbain pour la ville post-crise ?*, nous avons présenté une communication sous le titre : « Analyse du processus de reconstruction à Port-au-Prince : approche par les vulnérabilités post-catastrophe ».

3. Travaux de recherches de formation et de vulgarisation au sein du PRCU

3.1.Problématique de recherche au sein des axes du PRCU

Dans le cadre du PRCU, la problématique qui nous sert de fil rouge, est la suivante : « Comment le jeu des acteurs dans un territoire en reconstruction peut-il donner naissance à de nouvelles vulnérabilités ou les amplifier davantage ? » En guise de réponse, nous avons insisté sur les mécanismes de production des vulnérabilités post-catastrophe à Port-au-Prince. Parce que l'aléa est un révélateur de la vulnérabilité urbaine qui s'analyse en matière de territoire, de rupture, de ségrégation et de fragmentation. (VEYRET Y., 2004, 139).

Ainsi, dans le cadre de cette thèse, l'attention est portée sur la vulnérabilité en tant que dimension de fragilité, de précarité et sur les stratégies élaborées dans l'objectif de « faire face ». Ainsi, elle met accent sur la situation de fragilité et de précarité qui apparaît ou qui se projette sur le territoire après la catastrophe au cours de la reconstruction en développant la notion de vulnérabilité post-catastrophe. Par cette notion, nous avons saisi et interprété les nouvelles formes de fragilité, d'inégalité et de ségrégation sociospatiale suite à la mise en place ou à l'exécution des actions et stratégies des acteurs engagés dans la reconstruction. Partant de ce postulat que les stratégies des acteurs sont des éléments de perturbation des rapports sociaux et de l'ancrage territorial.

En outre, l'accent est mis sur le poids explicatif des logiques d'action et des stratégies d'acteurs en matière de production de l'espace social dans un contexte de reconstruction post-catastrophe. À cet effet, les enquêtes par questionnaire, par entretien et les analyses de discours nous ont permis de dévoiler les logiques complexes de l'action qui sont à l'œuvre dans les territoires de la région métropolitaine de Port-au-Prince.

3.2.Hypothèses de travail

L'organisation d'une recherche autour d'hypothèses de travail constitue un moyen efficace de la mener avec ordre et rigueur sans sacrifier pour autant l'esprit de découverte et de curiosité.

Fondée sur les phases antérieures de la recherche, elle se présente comme une présomption non gratuite portant sur le comportement des objets étudiés. En même temps, l'hypothèse servira aussi de fil conducteur, elle remplacera en quelque sorte la question de départ (qui ne devra pas être oubliée). Elle permettra de sélectionner dans la multitude des données du terrain, celles qui sont les plus pertinentes, c'est-à-dire leur efficacité pour tester l'hypothèse.

Donc, en fait, elle se présente comme une proposition de réponse aux questions de recherche. Ces réponses provisoires et sommaires guideront le travail de recueil et l'analyse des données et devront en revanche être testées, corrigées et approfondies.

Hypothèse générale

L'idée est de partir d'une situation de vulnérabilité enracinée qui peut déboucher sur deux postulats :

1. Poser des actions en vue de réduire cette vulnérabilité.
2. Poser des actions qui font apparaître de nouvelles formes de vulnérabilité.

Hypothèses spécifiques

1. La reconstruction post-catastrophe de Port-au-Prince a amplifié les vulnérabilités et accentué les inégalités sociospatiales.
2. Les stratégies mises en place par les acteurs de la reconstruction sont des facteurs clés de la vulnérabilité post-catastrophe.

3.3. Corpus méthodologiques réalisés

Cette section expose la méthode de recherche en justifiant le choix des terrains d'enquête et des méthodes adoptées aussi bien lors des investigations que lors du traitement des données.

Comment délimiter le champ de la recherche, déterminer des hypothèses et définir le contenu des notions ? Trois moyens complémentaires seront mis en œuvre : documentation, entretien et discussion (BERTHIER, N., 2006, p. 47).

Préalablement au départ de Paris et sur le terrain à Port-au-Prince, le projet de thèse a fait l'objet de plusieurs rencontres et de discussions avec les co-directeurs. Cette étape visait à bien orienter la démarche de recherche, particulièrement au plan méthodologique. Cette étape aura permis également de respecter la suggestion des directeurs de thèse, soit l'obtention de conseils pour la conception des méthodes qualitative et quantitative de recherche et la mise au point des outils de collecte de données.

Notre démarche se résume en trois étapes ou phases. Un premier séjour de terrain de neuf mois (janvier-septembre 2012) a eu lieu à Port-au-Prince. Ce séjour nous a permis de faire des études bibliographiques et études des aléas et des vulnérabilités à Port-au-Prince et la récolte de données secondaires. Des entretiens exploratoires ont été menés auprès des acteurs de la reconstruction. Le second séjour de terrain (mars-septembre 2013) a été consacré à l'étude de

la vulnérabilité des ménages par le biais d'une enquête par questionnaire et à l'analyse de la stratégie des acteurs par une série d'entretiens.

Nous avons réalisé un important travail de recherche bibliographique pour analyser aussi exhaustivement que possible la volumineuse littérature scientifique à propos des risques, vulnérabilités et des catastrophes. Le nombre de ces contributions est en croissance rapide au vu de la multidisciplinarité des enjeux.

Délimitation des terrains d'enquête

L'essentiel du travail est constitué par une analyse détaillée de trois quartiers, et pour lesquels on a effectué un travail de terrain. Ces derniers sont le centre-ville historique, Turgeau et Carrefour-Feuilles. Pour nous, les quartiers sont des espaces où les stratégies de réduction de vulnérabilité mises en place par les acteurs pourraient être les plus visibles.

Le choix des méthodes

Les principaux outils d'investigation sont un questionnaire, une grille d'entretien et une grille d'observation. La méthodologie de ce travail repose sur une enquête par questionnaire et des entretiens semi-directifs.

Le mode de collecte

a. Les entretiens semi-directifs

Dans le cadre de notre travail de recherche, nous avons opté pour l'entretien semi-directif qui est généralement adopté en ethnographie (RENET, 2006 ; QUESADA, 2006 ; BOSHER, 2007 ; TEXIER, 2009).

Nous avons effectué une série d'entretiens auprès des acteurs travaillant dans la reconstruction post-catastrophe de Port-au-Prince. Nous avons interrogé trois types d'acteurs : les pouvoirs publics, les institutions et ONG internationales, et les acteurs des associations locales. Nous avons effectué un nombre total de trente entretiens.

La majeure partie des entretiens ont eu lieu *de visu*, deux se sont cependant déroulés par échange de courriels. Les acteurs interrogés sont considérés en majorité comme responsables ou directeurs des organismes sondés.

Les entretiens se sont appuyés sur un questionnaire établi en fonction des acteurs. Nous avons rassemblé nos questions autour des thèmes suivants : organisme, stratégies, actions, bailleurs, coopération, résultats, difficultés.

b. Campagne de questionnaires

À l'instar de l'entrevue, le questionnaire vise à saisir les comportements et les opinions en interrogeant des individus. L'enquête par questionnaire dépend en effet entièrement de l'efficacité et de la pertinence des questions élaborées en début d'investigation en fonction de l'hypothèse posée au début de la recherche.

Un questionnaire de cinquante questions a permis de tester la vulnérabilité des ménages avant et après le séisme. L'ensemble des questions se répartit en cinq grandes rubriques :

- I. Questions sur la situation personnelle.
- II. Perception des principaux problèmes et besoins avant et après la catastrophe.
- III. Économie du ménage avant et après la catastrophe.
- IV. Le logement (statut d'occupation et mode d'acquisition).
- V. Perception des ménages sur les projets post-catastrophe (publics, ONG, etc.) dans la zone.

Le logiciel SPHYNX a été utilisé pour élaborer le questionnaire. L'enquête s'est appuyée sur un échantillon de 290 ménages à l'échelle des trois secteurs d'étude.

3.4. Résultats scientifiques et résultats pour les groupes cibles

Résultats pour la recherche

Cette contribution privilégie une approche par les sociétés de la vulnérabilité post-catastrophe. Elle participe ainsi à l'enrichissement d'un corpus de connaissances sur les travaux des risques et des vulnérabilités considérés selon une entrée des représentations sociales.

Résultats pour les institutions haïtiennes

Les méthodes utilisées, alliant enquêtes, entretiens, observations et cartographie, sont définies de façon à les répéter sur les trois zones d'étude à Port-au-Prince, en Haïti et ailleurs. De façon générale, un attendu de cette thèse est aussi de déterminer une méthode applicable dans le temps ou dans l'espace, dans les études de réduction de vulnérabilités post-catastrophe.

Résultats pour l'Union européenne et les opérateurs internationaux

Par l'analyse approfondie des stratégies sociospatiales, le travail cherche à mettre au jour les revendications de citoyenneté permises par les jeux et enjeux des reconstructions post-catastrophes. À ce titre, le résultat fournirait une grille de lecture de l'espace de Port-au-Prince au plus proche des réalités et une aide à des décisions pour une reconstruction durable.

3.5. Les dimensions de la vulnérabilité et les indicateurs pris en compte

Nous avons pris en compte quelques dimensions de la vulnérabilité (physique, sociale et économique). Elles sont rendues possible par l'analyse systémique qui a dégagé des séries de facteurs de vulnérabilité (PIGEON, 2002 et 2005 ; VILLA *et al.*, 2002 ; WILCHES-CHAUX, 1998 ; D'ERCOLE *et al.*, 1996 ; D'ERCOLE *et al.*, 1994). Les principaux indicateurs de vulnérabilité pris en compte sont : la qualité du bâti, les matériaux, l'appauvrissement, la décapitalisation, la perte de logement, la perte de l'emploi, le manque de soutien, etc. Le choix des indicateurs pertinents de sélection est tiré de la littérature (D'ERCOLE, 1994 ; CANON, 1994, THOURET et D'ERCOLE, 1996, TAMRU, 2002, 2012, REGHEZZA, 2006, TEXIER, 2009). Ont été identifiés des indicateurs urbanistiques, environnementaux, démographiques et socio-économiques.

La catastrophe, lorsqu'elle se produit, est le révélateur du fonctionnement d'une société ; elle ne peut pas être dissociée de l'environnement physique qui l'a produite ni des contextes socioculturels et institutionnels (DE VANSAY, 2010 : 6). Les facteurs majeurs, qui influencent l'impact de la catastrophe et la reconstruction, s'expliquent par la qualité précaire du bâti et la situation économique.

Il y a un ensemble de facteurs mis en avant pour expliquer que certaines reconstructions creusent les inégalités et génèrent des vulnérabilités. Pour celles de Port-au-Prince, les résultats de notre enquête font apparaître dans les paragraphes ci-dessous le problème de la précarité du bâti, la dégradation des conditions de vie, la décapitalisation et l'appauvrissement, l'absence de planification urbaine équitable... comme autant des facteurs qui aggravent les vulnérabilités et accentuent les inégalités sociospatiales.

Définition d'indicateurs

a. Pour le PRCU

Les livrables et les indicateurs directs obtenus durant le projet sont présentés ci-dessous :

Livrables	Indicateurs
Bibliographie consolidée	Une synthèse des études et documents publiés sur les thèmes du projet : catastrophe, risques, vulnérabilités et aménagement urbain (réf. en annexe).
Travaux de repérage de terrain et sélection de sites	Un ensemble de sites dans les périphéries au nord, au sud et à l'est de Port-au-Prince ont été repérés et sélectionnés (tels que : Canaan, Onaville, Mariani, Cité l'Éternel, Jalousie, Gressier...)
Préparation d'un protocole détaillé pour le terrain	Élaboration de questionnaires d'enquête, de grilles d'observation et fiches de relevés paysagers
Participation à des séminaires	Deux présentations à deux séminaires à Paris (juin 2015) et à Port-au-Prince (juin 2016)
Campagne de terrain	Enquête quantitative (1 955 questionnaires auprès des ménages)
Actions de visibilité	Le 9 octobre 2015 sur l'invitation du Comité interministériel d'aménagement du territoire (CIAT) nous avons animé une séance de formation pour les cadres des ministères de l'Intérieur et des Collectivités territoriales (MICT), des Travaux publics, Transports et Communication (MTPTC), de l'Unité de construction des logements et bâtiments publics (UCLBP) et des professionnels des municipalités de la région métropolitaine de Port-au-Prince, des départements du sud, nord et nord-ouest. Au cours de cette séance nous avons fait un état des lieux de la recherche urbaine en Haïti et montré l'apport du projet en matière d'aide à la décision dans le domaine de l'aménagement urbain.

	Présentation des résultats préliminaires du PRCU à l'atelier de l'UE sur les propositions de montage du programme 11e FED au MPCE.
Poster scientifique	Un poster scientifique a été réalisé
Communication	Une communication au colloque international <i>Quel développement pour la ville « post-crise » ?</i> à Port-au-Prince
Thèse de doctorat	Premier draft et manuscrit de la thèse soumis aux directeurs pour les corrections, critiques et suggestions

b. Pour la thèse

Les facteurs socio-économiques de vulnérabilité	Indicateurs
Contraintes financières	<p>61,4 % des chefs de ménage ne sont pas capables de satisfaire les besoins de leur famille après le séisme pour les trois zones d'études. Tandis qu'à Carrefour-Feuilles ils sont 73 %.</p> <p>21 % des ménages disent que leur pouvoir d'achat diminue considérablement après le séisme.</p> <p>19 % des ménages sont appauvris suite au séisme.</p>

<p>Logement et habitat</p> <p>Mode d'occupation</p> <p>Type de matériaux</p>	<p>35,9 % des ménages dans les trois zones d'étude se déclarent propriétaires (terrain et logement).</p> <p>38,3 % des ménages dans les trois zones d'étude se déclarent locataires.</p> <p>45,9 % des ménages dans les trois zones d'étude ne possèdent aucun titre légal pour leur logement.</p> <p>23,8 % d'actes notariés.</p> <p>16,6 % de reçus de vente.</p> <p>52,8 % des ménages dans les trois zones d'étude disent que les murs des maisons étaient en parpaing et leur toiture en béton avant la catastrophe.</p> <p>40,0 % en bloc et toiture en tôle avant la catastrophe.</p> <p>31,0 % des ménages dans les trois zones d'étude logeaient dans les shelters (abris semi-permanents) après le séisme.</p> <p>27,9 % en bloc et toiture en tôle après la catastrophe.</p> <p>23,4 % en bloc et toiture en béton après la catastrophe.</p>
---	---

Aides pour la reconstruction	
Réparation ou reconstruction	59,7 % des chefs de ménage pensent réparer ou reconstruire leur maison. 64,5 % des chefs de ménage ne bénéficient d'aucune aide pour la réparation et la reconstruction de leur maison.
Donateurs	29,7 % des chefs de ménage reçoivent de l'aide de la part des ONG internationales.
Nature de l'aide	20,3 % de shelters. 6,9 % de réparations. 3,1 % d'argent.

3.6. Les principaux bénéficiaires

Les organismes publics et privés des métiers de l'enseignement et de la recherche : une aide concrète susceptible d'apporter sa pierre à l'effort de reconstruction et de renforcement de l'enseignement supérieur et de recherche.

Les opérateurs haïtiens et internationaux compétents en matière d'aménagement du territoire, de gestion de risques et de désastres et de reconstruction (MICT/DPC/CIAT, MTPTC/SPU, UCLBP, municipalités, Solidarités International, GRET, FOKAL, DPC, PNUD, UE, BM, CARE, Architecture for Humanity, Concern, WeltHungerHilfe, Croix Rouge américaine, Croix Rouge française, Cordaid...) bénéficieront directement des produits de la recherche qui visent à éclairer les processus de prise de décision politique en matière de gouvernance, et de réduction des vulnérabilités post-catastrophe.

3.7. Contributions à la recherche formation en master (ENS – Paris 8)

a. Enseignements

Suite au séisme de 2010, dans le cadre d'une convention de coopération l'université Paris 8 a décidé de délocaliser le diplôme de master Sciences Humaines et Sociales, mention géographie, parcours recherche « Développement inégalités sociospatiales, environnement et risque : DISSER » à l'École normale supérieure (ENS) entité de l'université d'État d'Haïti (UEH). Trois promotions de plus de 40 étudiants sont déjà graduées ou ont obtenu le grade de master.

L'un des objectifs de ce master était de contribuer à la reconstruction et au renforcement de l'enseignement supérieur et de la recherche en Haïti, et à la mise en place d'un master local en vue de pérenniser l'initiative.

À cet effet, à partir de la rentrée 2014, la direction de l'ENS avec le soutien de l'université Paris 8 a décidé que le master devient local. Dans le cadre du master nous assurons deux EC (éléments constitutifs) :

- EC vulnérabilités des territoires et développement ;
- EC méthodologie de recherche en géographie.

b. Encadrements de mémoires au sein du PRCU

Nous accompagnons six étudiants de master 1 dont deux du PRCU (réf. tableau 1) et trois au niveau du master 2 dans la rédaction de leur mémoire.

TABLEAU 1 – Jean Odile ETIENNE encadrement master 1 ENS 2014-2015

#	Sujets/Master	Mémemorants (es)	Directeur (trice)s	E-mail des étudiants
1	Transport en commun à Port-au-Prince : cas du circuit Pétion-ville/Centre-ville	Joseph Mario CUPIDON	Olivier ARCHAMBEAU et Jean Odile ETIENNE	Mariocupidon40@yahoo.fr
2	La trajectoire contemporaine du centre-ville de Port-au-Prince (post-séisme) entre expropriation et action d'aménagement	Patrick ALEZY	Jean Odile ETIENNE et Vosh DATHUS	patrickalezy@yahoo.fr
3	Recomposition et l'émergence de nouveaux centres : cas de la commune de Pétion-Ville	Spérancia MOISE	Georges Eddy LUCIEN et Jean Odile ETIENNE	moisesprerencia@gmail.com
4	Vulnérabilité et aménagement du territoire en Haïti : acteurs, stratégies et enjeux, cas de Portail Léogane	Olof SUIRE	Jean Odile ETIENNE et James PIERRE	olofsuire@gmail.com
5	La ravine Bois-de-Chêne une réalité physique oubliée au milieu d'une concentration urbaine : le cas du quartier de Ceresier dans la commune de Pétion-Ville	Jude ALCE	Bezunesh TAMRU et Jean Odile ETIENNE	judealce@gmail.com
6	Urbanisation et contraintes environnementales en Haïti, cas de la commune de Petit-Trou-de-Nippes	Wikelson AUGUSTE	Jean Odile ETIENNE et Georges Eddy LUCIEN	wikelsonauguste@yahoo.fr

i. Leurs contributions au PRCU par axe

#	Sujet	Mémemorant	Directeur(trice)s	Axe
---	-------	------------	-------------------	-----

1	Vulnérabilité et aménagement du territoire en Haïti : acteurs, stratégies et enjeux, cas de Portail Léogane	Olof SUIRE	Jean Odile ETIENNE et James PIERRE	1
2	La ravine Bois-de-Chêne une réalité physique oubliée au milieu d'une concentration urbaine : le cas du quartier de Ceresier dans la commune de Pétion-Ville	Jude ALCE	Bezunesh TAMRU et Jean Odile ETIENNE	2

c. Directions et réflexions sur les orientations du master (ENS – Paris 8)

Depuis la création de ce master (2011), nous sommes responsable du parcours master 1 tronc commun. À ce titre nous avons accompagné la professeure Bezunesh TAMRU dans le montage du projet et la rédaction de la maquette.

3.8. Articulations des travaux de doctorat et du PRCU

Les travaux de l'axe 1 sur l'étude des périphéries/marges urbaines de Port-au-Prince essayent de montrer comment l'expansion non planifiée de ces quartiers anciens ou post-séisme entraîne la production de territoires vulnérables, marqués par la précarité sociale et urbaine, l'exposition aux risques divers et le renforcement des ségrégations sociospatiales.

À cet effet l'opération déguerpissement/reconstruction du centre historique nous a conduit à nous poser la question sur la division sociospatiale de la ville post-crise à partir des notions de fragmentation, de ségrégation, de relégation, d'inégalité et de marginalisation. Cette question est vue à la lumière des travaux d'Alphonse YAPI-DIAHOU (1988, 1994, 2006 pour ne citer que ceux-là), de Bezunesh TAMRU (2009, 2012, 2013), de Françoise NAVEZ-BOUCHANINE (2002, 1997) de Théophile AYIGBEDE (2012) en ce qui concerne l'habitat, le foncier et le logement dans les villes africaines.

Cette opération déguerpissement/reconstruction poursuit des objectifs d'abord de prestige et symbolique... et ensuite des objectifs « sociaux » : le départ des ménages pauvres et des activités informelles. Cette opération est donc considérée en quelque sorte comme un moyen de changer le peuplement et de peser sur les dynamiques sociales et urbaines à long terme, le déguerpissement des populations de classes moyenne et pauvre devrait ainsi contribuer à une redistribution spatiale ou à une concentration des ménages précaires dans les marges ou zones périphériques. Tandis que les terrains libérés par la démolition permettraient de construire la nouvelle cité administrative. L'objectif global de l'opération n'est pas celle d'une réduction

de la précarité sociale et de la pauvreté urbaine mais de sa relocalisation plus dispersée dans l'agglomération.

Nous sommes en face d'une reconstruction post-catastrophe où l'acteur étatique décide de faire le plein autour du centre-ville historique et crée le vide autour des zones périphériques marginales ; et des acteurs internationaux qui s'occupent des quartiers précaires ou bidonvilles qui jouissent d'une couverture médiatique et qui assurent en même temps une visibilité à leurs actions. En effet, l'État tient le centre-ville historique pour une référence spatiale majeure¹, comme les agoras antiques ou les places centrales des villes médiévales qui représentent des lieux symboliques de projection de l'imaginaire, constitutifs de la centralité (BEAUCHARD, 1996).

Donc, l'attachement des acteurs de la reconstruction à des territoires qui assurent une visibilité à leurs actions, accentue les inégalités sociospatiales et fait émerger un processus de marginalisation et de relégation spatiale. La marginalisation a tendance à s'accroître avec l'occurrence d'une catastrophe ; l'aide est souvent injustement distribuée, et les victimes qui ont perdu leurs moyens d'existence sont incapables de se relever de la crise, ce qui entretient les inégalités socio-économiques au sein de la société (BEAUCHARD et BEAUCHARD, 1972 ; CUNY, 1983 ; WISNER, 1993 ; BLAIKIE *et al.*, 1994). Le processus de marginalisation se manifeste par un sous-développement et des dégradations environnementales qui augmentent la vulnérabilité des gens face aux menaces (WISNER, 1983 ; WISNER *et al.*, 2004).

En outre, par rapport à l'axe 2, nous nous sommes aussi attaché à la représentation et perception que se font les acteurs sur l'occupation des territoires fragiles et vulnérables. Il s'agira donc de relever les manières de définir l'urbain, mais également de se représenter la ville à travers les discours, à savoir les personnes et organismes en place, mais également à travers les médias et les politiques urbaines. En ce sens, la reconstruction de Port-au-Prince mobilise un grand nombre d'acteurs. Chaque acteur n'a pas la même représentation du territoire d'action.

4. Résultats

¹ Motivé par la volonté de préserver ce territoire d'intérêt national d'une opération de réhabilitation non planifiée, le Gouvernement a adopté, le 2 septembre 2010, un arrêté déclaratif d'utilité publique concernant un espace d'environ 200 hectares. Cet arrêté affirme la volonté de l'État d'assumer le leadership de la reconstruction du centre-ville historique de la capitale, en raison de son importance stratégique pour l'identité, l'image et l'économie d'Haïti.

Durant, la campagne de terrain nous avons réalisé auprès des ménages des périphéries de Port-au-Prince 1 955 questionnaires, plus de 100 fiches de relevés paysagers et près de 300 grilles d'observation.

En outre, pour l'enquête concernant notre thèse, nous avons effectué 30 entretiens auprès des acteurs de la reconstruction de Port-au-Prince et 290 questionnaires auprès des ménages des trois zones d'études.

L'analyse des enquêtes réalisées dans les trois zones d'études montre que les conditions de vie des ménages se détériorent suite au séisme de 2010. La situation économique désastreuse des ménages pénalise ces derniers qui n'ont pas les capacités requises pour rebondir après la catastrophe. La majorité des ménages ne dispose pas des ressources nécessaires pour faire face à un tel désastre, les ayant perdues ou n'ayant que très peu de biens matériels et aucune épargne.

Les facteurs socio-économiques de vulnérabilité

Par facteurs socio-économiques de vulnérabilité, nous avons mis l'accent sur les modes d'occupation du sol, la dégradation des conditions de vie, le manque de ressources, la décapitalisation, l'appauvrissement et le déclassement social et économique. La toile de fond est constituée par le processus de reconstruction dans un contexte post-catastrophe où la situation économique et financière des ménages devient de plus en plus précaire.

Le logement : statut d'occupation et mode d'acquisition

Le statut foncier : l'élément déterminant de la qualité du bâti

À Port-au-Prince, le foncier est indissociable du bâti. Le logement représente un poids lourd dans les dépenses des ménages surtout en milieu urbain. Selon notre enquête, il occupe le 4^e poste de dépenses au niveau des ménages de la commune de Port-au-Prince (soit 24,5 %) juste avant la nourriture (soit 98,6 %) ; les frais de scolarité (soit 83,4 %) et les vêtements et produits ménagers (soit 58,3 %) (tab. 2). L'urbanisation accélérée a fait une telle pression sur le prix des loyers qu'il est devenu l'un des éléments importants de la vie chère. Pour y faire face, certains ménages construisent un logement (soit 35,9 %) (souvent très précaires) sur des terres achetées (soit acte notarié 23,8 ; reçu de vente 16,6 %²) (tab. 3) ; louées (soit 39,3 %) (tab. 4) ou « squattées ». Le statut de locataire est accolé à bon nombre de chefs de ménage

² Vente à l'amiable ou sous seing privé.

dans la commune de Port-au-Prince. Il y a une prédominance du statut de locataire au niveau des ménages du centre historique (soit 63,63 %).

TABLEAU 2 – Tri à plat des réponses à la question :
« Quelles sont les principales dépenses mensuelles de votre ménage avant la catastrophe ? » (n = 290)

Dépenses	Nb. cit.	Fréq.
Nourriture	286	98,6 %
Frais de scolarité	242	83,4 %
Vêtements, produits ménagers	169	58,3 %
Logement (loyer)	71	24,5 %
Eau potable	21	7,2 %
Frais de transport	12	3,8 %
Total Obs.	290	100 %

Source 1 – Jean Odile ETIENNE, 2012

N.B. : Le nombre de citations est supérieur au nombre d’observations du fait de réponses multiples (3 au maximum).

La sécurité de l’usage foncier a une influence directe sur la vulnérabilité de gens aux désastres et sur leur capacité à se rétablir. Le type d’usage affecte directement la probabilité de déplacement et les chances d’un retour rapide. La sécurité d’usage ne signifie pas nécessairement une propriété formellement enregistrée, légalement reconnue dont on peut hériter³. Car une bonne partie (soit 45,9 %) des chefs de ménage était incapable de nous fournir des preuves légales pour l’occupation de leur logement (tab. 3). C’est là aussi l’une des sources de la précarité du bâti, le propriétaire n’ayant pas la jouissance pleine et entière de la terre, refuse d’investir de fortes sommes d’argent pour son embellissement, sa qualité et sa solidité⁴.

³ Kate Crawford, Emily Noden et Lizzie Babister, CARE International UK, « La coordination et l’imbroglio de l’usage foncier à Haïti », HPN, octobre 2010.

⁴ Parce que le Code civil haïtien accorde le titre de propriété.

Tableau 3 – Tri à plat des réponses à la question :
« Quel titre légal ou droit de propriété avez-vous pour ce logement ? » (n = 290)

Titre de propriété	Nb. cit.	Fréq.
Statut non défini	133	45,9 %
Acte notarié	69	23,8 %
Reçu de vente	48	16,6 %
Tradition d'occupation depuis longtemps	27	9,3 %
Ferme sous prix d'achat	8	2,8 %
Domaine de l'État	5	1,7 %
Total	290	100 %

Source 2 – Jean Odile ETIENNE, 2012

Tableau 4 – Tri à plat des réponses à la question :
« Êtes-vous propriétaire ou locataire de votre logement ? »
Si « propriétaire », demander : « Possédez-vous aussi le terrain ? » (n = 290)

Propriétaire ou locataire	Nb. cit.	Fréq.
Locataire	114	39,3 %
Propriétaire (terrain et logement)	104	35,9 %
Fermier	36	12,4 %
Propriétaire (logement seulement)	21	7,2 %
Occupant	15	5,2 %
Total obs.	290	100 %

Source 3 – Jean Odile ETIENNE, 2012

L'effet principal de la catastrophe est une destruction ponctuelle du capital productif et du patrimoine bâti. À Port-au-Prince, les catastrophes naturelles continuent à faire beaucoup de victimes en raison de la précarité des logements, de la démographie souvent importante de l'agglomération, ainsi que du manque de moyens économiques et financiers susceptibles d'assurer une meilleure prévention face aux aléas. La propension des constructions à subir des dommages liés aux secousses sismiques, en plus de l'exposition liée à leur localisation, tient dans la nature précaire du bâti.

L'habitat est le reflet d'une condition sociale. Or, dans une population en voie d'expansion démographique, en même temps marquée du sceau de la pauvreté, la rationalisation des

constructions (implantations, matériaux) n'est pas, ne peut pas, être respectée. En effet, on peut constater que des maisons en dur et même que des pans de murs ont été détruits et endommagés par le séisme. La solution n'est donc pas simple puisqu'elle passe par celle de problèmes économiques et sociaux.

L'hétérogénéité architecturale observée, la densification et la taudification de l'espace témoignent de l'évolution à la fois structurelle et conjoncturelle d'un équipement collectif qui reproduit, à sa mesure et à son niveau, les contrastes socio-économiques, les tensions spatiales et la détérioration de l'ensemble des paysages urbains de l'agglomération de Port-au-Prince.

Donc, les habitants des quartiers précaires, déjà fragilisés par leur situation socio-économique, le sont davantage encore par leur habitat. Les ménages se retrouvent dans une situation de fragilité et de précarité grandissante qui s'explique par la détérioration des conditions de vie, l'appauvrissement, le chômage endémique, etc.

La classe socio-économique : une mosaïque urbaine entre proximité et promiscuité

L'accès au sol urbain est très inégalitaire dans les métropoles des pays en développement (YAPI-DIAHOU, 1994 ; TAMRU, 2012, 2017). La valeur d'un espace, d'un terrain, d'un logement reflète clairement la composition d'un quartier : les prix opèrent une sélection. Si l'on considère l'échelle locale, à l'intérieur de la ville, les disparités sont considérables. Il ressort un problème capital : l'occupation de l'espace dépend des prix fonciers et des moyens des personnes pour se loger.

L'inégale vulnérabilité spatiale peut aussi varier dans le temps, quand la composition socioprofessionnelle des quartiers évolue, quand leur équipement est modifié dans le but notamment de mieux intégrer le danger.

En effet, on a coutume de classer la population de Port-au-Prince en trois grandes catégories : les quartiers bourgeois, les quartiers de la classe moyenne et les quartiers pauvres, associant ainsi la structure de l'habitat à une structure de classes. Il s'agit de préférence d'une ségrégation spatiale et socio-économique qui se dégage dans la juxtaposition, sans avoir de contact, d'un habitat précaire pauvre et des résidences très luxueuses, parées de murs d'enceinte et de poste de sécurité, bien gardées. À cet effet, les quartiers moyens et défavorisés se sont développés sans ordre, créant partout des enclaves de délabrement même dans le voisinage des zones de populations aisées.

MACHADO (2011) note, dans son travail sur le relèvement des populations en Haïti après le séisme, que les citoyens qui vivent côte à côte n'ont pas forcément de liens si ce n'est leur proximité géographique.

Les quartiers sont groupés par ordre de prestige décroissant. Les quartiers jugés socialement les plus prestigieux sont ceux qui s'éloignent du centre de la ville vers les hauteurs fraîches, et les moins prestigieux tendent à se rapprocher du littoral et des bas-fonds.

Donc, le niveau économique des habitants explique les formes d'évolution spatiale et sociale de la ville. Les ménages les plus aisés choisissent avec soin leur lieu d'habitation et relèguent les plus pauvres là où ils ne veulent pas aller. Ils font ainsi évoluer la structure et la géographie sociale de la ville dans laquelle ils résident (VERON, 2006).

La précarité des populations n'a bien sûr pas disparu, au contraire même, elle s'est plutôt aggravée pendant le temps de la reconstruction du fait de la conjoncture économique. Et les populations les plus précarisées ont plutôt été reléguées dans les quartiers précaires anciens ou ont créé de nouveaux quartiers urbains précaires et vulnérables (Mariani, Merger, Canaan, Jérusalem, etc.).

Suite à la mise en place des politiques néolibérales des années quatre-vingt et au séisme du 12 janvier, les pauvres de l'agglomération de Port-au-Prince subissent un processus double d'exil de ressources et de déclassement social et économique. Le paysage social est caractérisé par l'augmentation du nombre de laissés pour compte de toute origine : notables en déclin, anciens salariés des services publics ou d'entreprises autonomes, anciens ruraux décapitalisés, retraités démunis, classes moyennes appauvries. Ceux-ci viennent s'ajouter aux urbains prolétariés (salaire minimum : près de 3 dollars US) déjà majoritaires. La pauvreté de la ville est donc un des facteurs déterminants et explique la géographie des destructions au lendemain de la catastrophe. L'entassement de très nombreux habitants dans les bidonvilles (risques sociaux), pour beaucoup construits dans des zones insalubres (risques sanitaires), a fortement accentué la vulnérabilité de la ville face à ce séisme (DESSE, PIERRE et LUCIEN, 2010).

Les inégalités sociales qui peuvent exister entre les groupes sociaux ou les générations, dans les cas extrêmes, peuvent tendre vers un processus de marginalisation ou de ségrégation urbaine et de stigmatisation (GRAFMEYER et AUTHIER, 2008). Ce processus peut être observé physiquement dans la répartition géographique des différents groupes dans des quartiers ne possédant pas ou peu de services publics.

Dégradation des conditions de vie des ménages suite au séisme

L'accès aux ressources

L'exit des ressources touchait déjà de nombreux Haïtiens victimes de la crise généralisée du pays, ayant quitté les zones rurales pour s'entasser dans les quartiers précaires de la capitale (DESSE, PIERRE et LUCIEN, 2010). Suite au séisme du 12 janvier 2010, les ménages de la commune de Port-au-Prince se trouvent dans l'impossibilité de satisfaire leurs besoins : 84,1 % des chefs de ménage (dans les trois zones d'étude) disent qu'ils avaient la possibilité de satisfaire les besoins de leur famille avant le séisme (tab. 5). Tandis qu'ils sont 53,92 %, 56,81 %, et 73 % dans les zones respectives de Turgeau, du centre historique, et de Carrefour-Feuilles, incapables de satisfaire les besoins de leur famille suite au séisme (tab. 6).

Tableau 5 – Tri à plat des réponses à la question :
« Avant le séisme avez-vous la possibilité de répondre aux besoins de votre famille ? » (n = 290)

Besoins de la famille	Nb. cit.	Fréq.
Oui	244	84,1 %
Non	46	15,9 %
Total obs.	290	100 %

Source 4 – Jean Odile ETIENNE, 2012

Tableau 6 – Tri à plat croisé des réponses aux questions : « Arrivez-vous à satisfaire les besoins de votre ménage après le séisme du 12 janvier 2010 ? » Et « Quel est le nom de la zone ou du quartier ? » (n = 290)

Satisfaction des besoins post-catastrophe Nom du quartier	Centre-Ville	Turgeau	Carrefour-Feuilles	Total
Non-réponse	0	1	2	3
Oui	38	46	25	109
Non	50	55	73	178
Total	88	102	100	290

Source 5 – Jean Odile ETIENNE, 2012

Changement dans le mode de fonctionnement des ménages après le séisme

Le séisme a eu des impacts considérables sur le bon fonctionnement des ménages de la commune de Port-au-Prince : 64,70 % des chefs de ménage soumis à l'enquête dans la zone de Turgeau disent qu'il y a des changements dans le mode de fonctionnement de leur ménage. Ils sont de 66 % pour la zone de Carrefour-Feuilles. Tandis que, pour le centre historique, 53,40 % des ménages gardent encore le même fonctionnement suite au séisme. Ils sont 45,45 % à témoigner du changement dans le mode de fonctionnement de leur foyer (tab. 7).

TABLEAU 7 – Tri à plat croisé des réponses aux questions :
« Y a-t-il des changements dans le mode de fonctionnement de votre ménage après le 12 janvier 2010 ? »
Et « Quel est le nom de la zone ou du quartier ? » (n = 290)

Changement mode de vie Nom du quartier	Centre-Ville	Turgeau	Carrefour-Feuilles	Total
Non-réponse	1	1	1	3
Oui	40	66	66	172
Non	47	35	33	115
Total	88	102	100	290

Source 6 – Jean Odile ETIENNE, 2012

En effet, ces changements s'expriment soit par la perte d'un emploi (37,93 %), soit par l'appauvrissement (24,48 %), soit par la destruction totale de la maison (13,79 %), soit par le décès d'un membre de la famille (10,34 %), soit la réduction de l'aide (7,24 %), soit par la perte de marchandises (6,20 %) (tab. 8).

Tableau 8 – Tri à plat des réponses à la question : « Y-a-t-il des changements dans le mode de fonctionnement de votre ménage après le 12 janvier 2010 ? » Si oui, comment ? » (n = 290)

Si oui, comment ?	Nb. cit.	Fréq.
Perte d'emploi	110	37,93 %
Appauvrissement	71	24,48 %
Destruction totale de la maison	40	13,79 %
Décès d'un membre de la famille	30	10,34 %
Réduction de l'aide	21	7,24 %
Perte de marchandises	18	6,20 %
Total obs.	290	100 %

Source 7 – Jean Odile ETIENNE, 2012

Les chefs de ménage accusent aussi un changement dans les dépenses (soit 59,6 % oui et 40,3 % non) (tab. 9) ; dans leur source de revenu suite à la catastrophe : ils sont de 60,78 % pour la zone de Turgeau ; ils représentent 60 % pour la zone de Carrefour-Feuilles. Tandis qu'ils sont 21,5 % pour le centre historique (tab. 10).

TABLEAU 9 – Tri à plat des réponses à la question :
« Y a-t-il eu des changements dans les dépenses depuis le séisme ? » (n = 290)

Changement dépenses	Nb. cit.	Fréq.
Oui	173	59,6 %
Non	117	40,3 %
Total	290	100 %

Source 8 – Jean Odile ETIENNE, 2012

Tableau 10 – Tri à plat croisé des réponses aux questions :
« Vos sources de revenus ont-elles changé depuis le séisme ? »
Et « Quel est le nom de la zone ou du quartier ? » (n = 290)

Changement de sources de revenus Nom du quartier	Centre-Ville	Turgeau	Carrefour-Feuilles	Total
Non-réponse	0	2	1	3
Oui	19	62	60	141
Non	69	38	39	146
Total	88	102	100	290

Source 9 – Jean Odile ETIENNE, 2012

À la suite du séisme, la plupart des personnes sinistrées ont perdu leur logement, leur travail, un membre de la famille qui contribuait aux ressources des ménages. L'absence de système d'assurance, la faiblesse ou, pour la plupart, l'inexistence de l'épargne, expliquent ce manque de ressources. Cette privation de ressources existait bien avant le séisme du 12 janvier, aggravée par l'application de sévères mesures d'austérité budgétaire et le démantèlement des secteurs publics ; les privatisations entraînant la décapitalisation des pans entiers de la population de Port-au-Prince (DESSE, PIERRE et LUCIEN, 2010).

Après les catastrophes, les ménages pauvres sont souvent forcés de vendre tout ou partie de leur patrimoine de production qui pourrait les aider à s'en remettre afin de subvenir à leurs besoins immédiats. Et quand cela ne suffit pas, les foyers font face d'une autre manière :

- Par exemple en ayant un changement dans le régime alimentaire (soit 60,34 %) des ménages soumis à l'enquête (tab. 11). Pourtant, avant le séisme, les chefs de ménage des trois zones d'études disent qu'ils assuraient un régime alimentaire normal à leur famille en leur octroyant deux (soit 48,27 %) ou trois repas (soit 41,03 %) quotidiens (tab. 12).

TABLEAU 11 – Tri à plat des réponses à la question : « Y a-t-il eu des changements dans le régime alimentaire de votre ménage depuis le tremblement de terre ? » (n = 290)

Changement de régime alimentaire post-catastrophes	Nb.	Fréq. (%)
Oui	175	60,34 %
Non	115	39,66 %
Total	290	100 %

Source 10 – Jean Odile ETIENNE, 2012

TABLEAU 12 – Tri à plat des réponses à la question : « Quel est le nombre de repas par jour de votre ménage avant la catastrophe ? » (n = 290)

Régime alimentaire	Nb.	Fréq. (%)
Un	21	7,24 %
Deux	140	48,27 %
Trois	119	41,03 %
Total	290	100 %

Source 11 – Jean Odile ETIENNE, 2012

- Par l'élimination du nombre des repas (soit 35,9 % des ménages), en faisant appel à un parent (soit 33,8 %), en recourant à l'emprunt (soit 30,7 %) (tab. 13), en réduisant les dépenses par l'affaiblissant du pouvoir d'achat (soit 34,82 %), le non-paiement des frais scolaires des enfants (soit 20,68 %) et en retirant les enfants de l'école (soit 17,58 %) (tab. 14). Ces mesures prises en désespoir de cause peuvent créer des cycles de handicap à vie, prenant des foyers vulnérables au piège d'un développement humain de faible niveau.

Tableau 13 – Tri à plat des réponses à la question :
« Que faites-vous pour éviter les pénuries alimentaires dans le foyer ? » (n = 290)

Moyens pour éviter la pénurie alimentaire	Nb.	Fréq. (%)
Limiter le nombre de repas	104	35,9 %
Recourir à l'aide de parents	98	33,8 %
Emprunter de l'argent	89	30,7 %
Emprunter de la nourriture	29	10,0 %
Achat de provisions	19	6,6 %
Partager l'argent que vous avez entre les membres du ménage pour diminuer le coût	13	4,5 %
Limiter la portion des adultes pour s'assurer la nourriture des enfants	6	2,1 %
Total	290	100 %

Source 12 – Jean Odile ETIENNE, 2012

Tableau 14 – Tri à plat croisé des réponses aux questions : « Y a-t-il eu des changements dans les dépenses depuis le séisme ? » « Si oui, comment ? Expliquez. » (n = 290)

Changement dans les dépenses	Nb. cit.	Fréq. (%)
Baisse du pouvoir d'achat	101	34,82 %
Le non-paiement des frais scolaires des enfants	60	20,68 %
Retrait des enfants de l'école	51	17,58 %
Augmentation du coût de la vie	42	14,48 %
Dégradation de la qualité de la vie	36	12,41 %
Total obs.	290	100 %

Source 13 – Jean Odile ETIENNE, 2012

Suite à la perte de leurs sources principales de revenus, les conditions de vie de nombreuses familles se dégradent. Le désastre se répercute ainsi sur les communautés à travers des problèmes multiples qui vont de l'insécurité alimentaire jusqu'à la déscolarisation ou aux risques sanitaires, épidémiques et nutritionnels, en passant par le déplacement des populations qui ont perdu leur logement. La gestion des conséquences de ce désastre représente donc un enjeu majeur (PDNA, 2008 : 7).

Lorsque le niveau de pauvreté est élevé et le niveau de développement humain bas, la capacité des foyers pauvres à gérer les risques naturels s'en trouve limitée. N'ayant pas accès au système d'assurance formel, des revenus faibles et peu de biens, les foyers pauvres doivent

faire face aux risques naturels dans des circonstances très contraignantes. Les stratégies de résistance aux risques climatiques peuvent aggraver les manques et privations de toute sorte⁵.

Les adversités telles que les glissements de terrain, les séismes, les inondations et les tempêtes sont souvent des expériences terribles pour ceux qui les subissent : elles menacent leur vie et sont porteuses d'insécurité. Mais les catastrophes naturelles érodent également les opportunités à long terme en matière de développement humain, sapant la productivité et les capacités humaines.

En effet, la ville de Port-au-Prince est caractérisée par des niveaux de pauvreté élevés et des niveaux limités de protection infrastructurelle. Lorsque des tempêtes tropicales, des inondations, des séismes frappent cette région, ils l'exposent entièrement à des catastrophes. Les vulnérabilités sont toutefois concentrées dans les habitations surpeuplées et improvisées des bidonvilles des zones de pente, et dans les zones plus aisées de Port-au-Prince.

Par ailleurs, à la question : « Qu'aimeriez-vous pour améliorer votre condition d'existence ? » À travers la réponse des enquêtés, la priorité semble être accordée aux préoccupations socio-économiques comme la survie pure et simple au jour le jour, l'obtention d'un travail fixe (18,6 %) et de revenus donnant une stabilité au foyer, posséder une maison (32 %), l'obtention de prêts ou de subventions (30,5 %). On comprend que pour des familles pauvres et sinistrées, les préoccupations économiques et concrètes quotidiennes priment sur la nécessaire protection contre les risques naturels. Parce que selon elles les causes principales des catastrophes sont les suivantes : habitat précaire ; coupe systématique des arbres ; pauvreté ; constructions anarchiques ; chômage ; colère de Dieu ; mauvaise gouvernance ; topographie cuvette ; obstruction des drains ; problème technique (ETIENNE, J. O., 2010).

Selon Priscillia Phelps⁶ quand on dit :

création d'emploi, quand on agite le drapeau de l'emploi de la création d'emploi, tout le monde vous dit : "allez-y ! Six millions de dollars ? Servez-vous dans ma poche !".

L'une des grandes aspirations exprimées par les gens depuis le début de la reconstruction, depuis le désastre, c'est : tout cet argent va arriver en Haïti, on va s'en servir pour réformer l'économie et créer des emplois. Ça va donner un coup de fouet à l'économie d'Haïti, cette rentrée d'argent. Mais en réalité, aucune création d'emploi, aucune création de revenus, aucune stratégie de développement

⁵ PNUD, Rapport mondial sur le développement humain 2007-2008, pp. 8-9.

⁶ Responsable secteur logement à la CIRH, Commission intérimaire pour la reconstruction d'Haïti, voir le film de Raoul Peck, *Haïti, Assistance mortelle*, 2012.

économique n'a vu le jour en un an et demi. J'ai le sentiment qu'on se joue de nous.

En effet, ces déclarations traduisent la perception par certains acteurs que la catastrophe du 12 janvier 2010 permettra le développement économique d'Haïti en laissant aux oubliettes toute réflexion sur les impacts négatifs et les dangers de la catastrophe aux profits d'une analyse économique positive. De fait, une fois le stress et les tensions de la post-crise passés, la sensation d'une catastrophe aux allures de miracle économique s'est diffusée. En effet, le séisme, en apportant un large afflux de fonds venant de nombreux pays donateurs et bailleurs, créa une atmosphère de « boom » économique. Cinq milliards de dollars ont été promus sur 18 mois. De ce fait, la reconstruction fut alors envisagée sous l'angle du développement économique et de l'essor des activités lucratives.

Si les investissements générés par la présence des ONG dans les villes dynamisent artificiellement l'économie, modifient la fonction urbaine des villes qui les accueillent, nous pouvons dire que tel n'a pas été le cas pour Port-au-Prince en dépit de la présence d'une myriade d'ONG et d'agences internationales qui avaient œuvré au nom de la création d'emploi et de la croissance économique.

En conséquence, si la catastrophe n'a d'elle-même pas produit le boom économique, il reste que ce séisme fut perçu comme le facteur principal qui pourrait stimuler le processus de développement et de renouveau économique d'Haïti. Les désastres sont l'occasion de développement des ressources sociales. Fréquemment des gens, frappés par un désastre, se mobilisent pour subvenir aux besoins non satisfaits par les organismes d'aide officiels. Le but est de renforcer la capacité locale de redressement et sa possibilité de monter des projets de développement économique, social ou structurel une fois que l'effort de restauration sera achevé. L'aide extérieure à la restauration post-désastre doit être reliée à des activités de développement locales déjà bien connues.

Les contraintes financières : la décapitalisation et la paupérisation croissantes

Nous avons pris en compte les contraintes de court terme qui freinent la reconstruction. Ces contraintes sont d'abord financières, parce que les ménages ne peuvent pas payer la reconstruction (HALLEGATE et DUMAS, 2010). Ceci est particulièrement important dans les pays pauvres (FREEMAN *et al.*, 2002 ; MECHLER *et al.*, 2006).

Les contraintes sont aussi techniques, et concernent notamment le manque de travailleurs qualifiés et d'équipements de construction. Ces contraintes conduisent aussi à l'inflation du prix des biens et services requis pour la reconstruction à la suite des catastrophes (BENSON et CLAY, 2004, RMS, 2005). Ces contraintes peuvent augmenter considérablement le coût total d'une catastrophe en rallongeant la durée de la période de reconstruction (HALLEGATE et DUMAS, 2010).

La vulnérabilité ne répond pas seulement à l'état précaire du cadre bâti, mais aux contraintes d'optimisation de ressources qui obligent les gens (58,4 %) à rester dans les quartiers précaires très affectés par le séisme, car un déménagement signifierait une perte nette de capital et une augmentation des coûts de déplacement et d'autres problèmes d'adaptation. Ceci explique pourquoi la plupart des familles (72,3 %) dont les maisons ont été détruites par le séisme dans les quartiers de Carrefour-Feuilles, de Canapé-Vert, sont retournées dans les ruines de leurs anciennes demeures.

Le contexte économique local joue un rôle majeur qui influence les stratégies et la durée du processus de la reconstruction. En Haïti par exemple, la catastrophe a renversé le pouvoir central. L'inefficacité des secours et l'absence de prise en charge des sinistrés par le gouvernement sont symptomatiques de la désorganisation qui régnait dans le pays avant le séisme. Haïti était au 149^e rang (sur 182) mondial en matière d'indice de développement humain (IDH), (PNUD) et en 2009 83 % de la population n'avait pas accès aux infrastructures d'assainissement (Organisation mondiale de la santé (OMS) 2010, citée par ROBERT, 2012). Les infrastructures existantes étaient vétustes et n'étaient pas dimensionnées en fonction des besoins. Le fait que le pays ait été frappé dans sa capitale a révélé « avec force deux grandes faiblesses de ce pays : d'abord l'extrême pauvreté et l'échec des initiatives de soutien au développement menées depuis 2004 [...]. C'est ce qui pousse J.-M. THEODAT (2010) à utiliser l'expression de "banc d'essai d'une nouvelle forme de gouvernance internationale" et qui est directement lié à la seconde faiblesse : celle de l'État » (ROBERT 2012). Dans ces conditions, le processus de reconstruction ne peut qu'être bancal et particulièrement long. D'autant que le territoire haïtien présente aussi de nombreuses contraintes d'ordre physique. Le fait que ce territoire soit insulaire, et qu'il ait été touché en son cœur, limite ses capacités de réponse et les possibilités de reconstruire certains enjeux ailleurs et autrement (MOATTY, 2015 : 287).

Une enquête menée en 2010, après le séisme, sur les effets de la catastrophe sur les populations vulnérables a révélé que le niveau de pauvreté d'un ménage affecte sa capacité à se préparer et à réagir à une catastrophe naturelle. Car, cette catastrophe a eu pour

conséquence la décapitalisation et la paupérisation croissante d'une bonne partie de la population (ETIENNE, J. O., 2010).

En effet, la décapitalisation a touché beaucoup plus les éléments de la classe moyenne au lendemain du séisme. Les enquêtes menées dans les trois zones d'étude auprès de 290 ménages témoignent de cette situation. Une grande partie de nos enquêtés se trouvent dans les classes moyennes : professions libérales : 41 ; administration : 24 ; commerce : 74 ; métiers divers 60 ; techniciens : 13 (voir annexe).

Dans les premiers mois, les réfugiés dans les camps appartenaient indifféremment à la classe moyenne et aux couches populaires plus démunies. On peut estimer que l'exit des ressources a le plus impacté les classes moyennes, comme le montrent les enquêtes réalisées à Camp Corail de juin à août 2010, auprès de 41 habitants représentant 178 personnes (5 par ménage en moyenne), on compte essentiellement des représentants des classes moyennes : 23 commerçants, 8 artisans et ouvriers du bâtiment, 3 lycéens et étudiants, 2 informaticiens, 1 enseignant et 1 sage-femme. Ces personnes se retrouvent à la fois déclassées et déplacées et viennent pour 38 d'entre elles de Delmas, 2 de Pétiou-Ville et une du camp Christ-Roi (DESSE, PIERRE et LUCIEN, 2010).

Plusieurs facteurs peuvent expliquer le temps long de la reconstruction parmi lesquels le niveau de richesse des différentes communautés sinistrées. Les populations pour qui la reconstruction prend le plus de temps sont souvent les plus démunies (MOATTY, 2015).

Les résultats de notre enquête montrent qu'on s'achemine vers l'enracinement ou l'amplification de la vulnérabilité pré-catastrophe parce que les stratégies développées par la population sont de l'ordre d'assurer leur survie quotidienne. En effet, les stratégies de subsistance ou de survie, appelées aussi dans la littérature « coping stratégies » ou stratégies compensatoires (souvent non durables) : elles impliquent un échec relatif, car elles mènent à une plus grande vulnérabilité et nécessitent la continuation d'une adaptation négative. Elles suggèrent une altération des ressources et la perpétuation d'une situation sous pression qui limite les ressources et laisse peu de place à leur accumulation.

De plus, les populations peuvent avoir recours à court terme (pendant une crise) à des alternatives définies comme des stratégies employées pour régénérer des moyens de subsistance dans un contexte complexe et changeant (START et JOHNSON, 2004 ; SANDERSON, 2008). Ces stratégies sont une composante critique *in extremis* du système de « moyens de subsistance durable ». Elles ne font souvent partie d'aucune planification, et ont tendance à

coûter cher. Elles impliquent un ralentissement de la production des ressources, de manière non durable, et provoquent un appauvrissement et une vulnérabilisation plus grande des personnes, surtout si elles sont appliquées durant de longues périodes (DAVIES, 1993 ; START et JOHNSON, 2004).

À travers les grandes ONG, l'aide internationale a permis de financer certaines interventions. Toutefois, ce sont surtout les ménages haïtiens qui continuent, par tous les moyens, de répondre à leurs besoins de logement.

En effet, le processus de réparation des maisons se fait sous l'instigation des victimes en grande majorité (soit 66,9 %) et en partie avec l'aide des ONG internationales et les agences des Nations unies (soit 30,4 %) (tab. 15). Les familles sinistrées n'ont reçu aucune aide de l'État pour la réparation ou la reconstruction de leur maison.

TABLEAU 15 – Tri à plat des réponses à la question : « Qui est-ce qui vous apporte l'aide ? » (n = 290)

Donateur de l'aide	Nb. cit.	Fréq.
Aucun	194	66,9 %
ONG internationales + agences des Nations unies	88	30,4 %
Propriétaire	8	2,7 %
Total obs.	290	100 %

Source 14 – Jean Odile ETIENNE, 2012

La nature de l'aide se répartit ainsi (tab. 16) :

- 20,6 % dédiés à la construction de shelters (les abris provisoires) ;
- 6,9 % pour la réparation des maisons ;
- 3,1 % de l'apport financier.

TABLEAU 16 – Tri à plat des réponses à la question : « Quelle est la nature de l'aide ? » (n = 290)

Nature de l'aide	Nb. cit.	Fréq.
Aucun	193	66,5 %
Shelter	61	20,9 %
Réparation	20	6,9 %
Argent	11	3,8 %
Matériaux de construction	6	2,1 %
Total obs.	290	100 %

Source 15 – Jean Odile ETIENNE, 2012

La reconstruction de l’habitat en Haïti relève principalement du Groupe sectoriel abris (ou *Shelter Cluster*), composé notamment du Care, de l’Organisation internationale pour les migrations (OIM), du Bureau des Nations unies pour le service d’appui aux projets (UNOPS), du Catholic Relief Service (CRS), du Community Health Evangelism International et de World Vision. Selon l’ONU, en mars 2011, après une année d’activité, elle a livré plus de 58 000 logements dont 1 580 maisons ou abris permanents, alors que 3 131 habitations ont été réparées (RICHARD, 2011).

La reconstruction des maisons reflète la situation post-catastrophe au regard des matériaux utilisés (tab. 17) :

- 31 % de shelters (d’abris provisoires) et de 12,1 % de tentes ;
- 32,7 % de maisons reconstruites avec un mélange de parpaing, de tôles et de bois ;
- à noter une réduction de l’usage du béton armé (soit 24,1 %) comparativement à la situation avant la catastrophe où il avait un usage abusif de ce dernier.

TABLEAU 17 – Tri à plat des réponses à la question :
« Avec quels types de matériaux avez-vous construit votre maison après le séisme ? » (n = 290)

Type de matériaux après le séisme	Nb. cit.	Fréq.
<i>Shelter</i>	90	31,0 %
En bloc et toiture en tôle	81	27,9 %
En bloc et toiture en béton	70	24,1 %
Tentes	35	12,1 %
En bois et toiture en tôle	14	4,8 %
Total obs.	290	100 %

Source 16 – Jean Odile ETIENNE, 2012

Les coûts de la reconstruction globale pourraient être diminués de manière significative si les acteurs avaient passé rapidement à la construction de bâtiments permanents. Bien qu’il n’existe pas de données complètes sur l’argent investi dans les différentes solutions, le prix du mètre carré d’une maison permanente n’a souvent été que légèrement plus élevé que celui d’un abri provisoire⁷. Toutefois, sur la base des coûts moyens disponibles, l’étude reprise dans

⁷ Pour plus de détails voir : Ian DAVIS, *Quelle vision pour les abris et le logement en Haïti*, janvier 2012, version complète en anglais : p. 17 et suivantes, p. 45.

Veuillez noter que les coûts indiqués pour la réparation (entre quelques centaines de \$US et 6 500 \$US) et la reconstruction de maisons permanentes varient largement selon les acteurs et les types de maisons. Les données disponibles peuvent donc seulement donner une idée de la répartition des fonds entre les différents types de constructions permanentes et provisoires.

le tableau⁸ ci-dessous a démontré que seulement quelque 20 % des fonds dépensés dans le secteur ont à ce jour été investis dans des réparations et constructions permanentes.

TABLEAU 18 – Une estimation des fonds attribués aux différentes solutions de logement⁹

Type de logement	Nombre réalisé en mai 2012 (Cluster Abri)	Estimation des coûts moyens/unité (FICR)	Estimation des coûts totaux à ce jour	% des fonds attribués
Abris provisoires [de 18 m ²]	109 070	4 226 \$ US	460 929 820 \$ US	79,2 %
Réparation de maisons	13 198	5 465 \$ US	72 127 070 \$ US	12,4 %
Construction de maisons permanentes [d'environ 32,5 m ²]		10 000 \$ US	48 870 000 \$ US	8,4 %
Total	4 887		581 926 890 \$ US	100 %

Source 17 – Fédération internationale de la Croix Rouge (FICR), « An evaluation of the Haiti Earthquake 2010 ; Meeting Shelter Needs », déc. 2011 ; Traduit et adapté par l'Observatoire avec les chiffres du Cluster CCCM/Abri d'urgence de mai 2012 (cf. p. 2).

Selon les chiffres regroupés parmi les différents acteurs intervenant dans la réparation de maisons, seulement quelque 13 000 maisons (donc environ 12 % des maisons jaunes) avaient fait l'objet de travaux en mai 2012.

Parmi les principales raisons du faible nombre de réparations, on trouve des problèmes fonciers, des travaux qui paraissaient trop complexes et risqués, le manque de flexibilité des fonds prévus pour des abris provisoires, des soucis de visibilité et le fait qu'on ait voulu donner la préférence aux familles les plus vulnérables qui n'étaient pas propriétaires de maisons.

La reconstruction de maisons rouges et la construction de nouvelles maisons ont également été limitées à ce jour. En mai 2012, les agences actives dans ce domaine indiquent avoir

⁸ FICR, An Evaluation of the Haiti Earthquake 2010 Meeting Shelter Needs: Issues, Achievements and Constraints, décembre 2011, p. 28.

Le schéma, dont les évaluations étaient basées sur le nombre de constructions en juillet 2011, a été traduit et le calcul a été adapté selon les données de l'IASC Cluster CCCM/Abri d'urgence, Fact Sheet mai 2012 (voir schéma 3 du bulletin).

⁹ Fédération internationale des sociétés de la Croix Rouge et du Croissant Rouge (FICR), An Evaluation of the Haiti Earthquake 2010 Meeting Shelter Needs: Issues, Achievements and Constraints, décembre 2011, p. 28 ; IASC Cluster CCCM/Abri d'urgence, Fact Sheet, mai 2012.

construit quelque 4 800 maisons¹⁰. Des constructions supplémentaires sont prévues, mais ne suffiront pas pour répondre à toutes les familles qui ont besoin d'un logement. Les différents projets de construction ont adopté des approches diverses au niveau de la qualité, des coûts et du niveau d'implication des bénéficiaires¹¹.

Par ailleurs, il y a lieu de s'interroger sur la stratégie de restructuration des quartiers précaires où les propriétaires, n'ayant apparemment pas d'écho d'un quelconque plan, reconstruisent avec les moyens du bord et à un rythme aussi accéléré.

En effet, dans les quartiers précaires de Carrefour-Feuilles et de Villa Rosa, véritables plaques tournantes de l'aide internationale, la vulnérabilité post-catastrophe découle des stratégies individuelles de survie : la vulnérabilité physique liée aux bâtis : réutilisation des matériaux recyclés dans la démolition des maisons endommagées), et sociale liée aux catégories sociodémographiques.

¹¹ ONU Habitat, Appui à la réhabilitation et la reconstruction de logement dans le contexte postséisme en Haïti : progrès et problématique, janvier 2012, p. 8 et 10.

Les ménages essaient de se reconstruire dans une logique de survie : Plus de 60,7 % des chefs de ménage (tab. 19) pensent réparer ou reconstruire leur maison, mais pour cela, ils n'ont pas les moyens nécessaires car ils ont reçu très peu d'aide dédiée à la reconstruction (soit 65,2 % de non) (tab. 20).

TABLEAU 19 – Tri à plat des réponses à la question :
« Pensez-vous à réparer ou reconstruire votre maison ? » (n = 290)

Réparation ou reconstruction de logement	Nb. cit.	Fréq.
Oui	176	60,7 %
Non	114	39,3 %
Total obs.	290	100 %

Source 18 – Jean Odile ETIENNE, 2012

TABLEAU 20 – Tri à plat des réponses à la question :
« Avez-vous bénéficié de l'aide pour la réparation ou la reconstruction de votre logement ? » (n = 290)

Aide pour réparation ou reconstruction	Nb. cit.	Fréq.
Oui	101	34,8 %
Non	189	65,2 %
Total obs.	290	100 %

Source 19 – Jean Odile ETIENNE, 2012

Les habitants des quartiers précaires par faute de moyens utilisent les matériaux recyclés des décombres des maisons endommagées ou effondrées pour reconstruire. En dépit des dégâts considérables, ils reconstruisent selon les mêmes schémas d'avant. Nous utilisons les données d'un entretien avec l'un des habitants du quartier de Canapé-Vert pour illustrer nos propos :

Nicolas JOAZARD est originaire du quartier de Villa Rosa, un quartier précaire de Canapé-Vert (photo). Comme beaucoup de ses voisins, il a perdu sa modeste maison lors du séisme du 12 janvier 2010. Après deux ans d'efforts, il a réussi, sans l'aide de personne, à remettre sur pied sa demeure qui s'élève sur une pente au sol friable qui menace à tout moment de s'effondrer.

Il critique la lenteur et les promesses de reconstruction non tenues de l'État haïtien. Pour lui : « Ce ne sont que des paroles en l'air... Au rythme où vont les choses, la situation n'aura pas encore changé dans 50 ans ! ». Monsieur JOAZARD affirme n'avoir encore vu aucun employé de l'État venir se rendre compte sur place des besoins des milliers d'hommes, de femmes et d'enfants qui ont tout perdu lors du tremblement de terre. Encore moins venir les conseiller

sur les meilleures techniques de construction, alors que depuis deux ans, la classe politique et la communauté internationale ne parlent que de reconstruire le pays sur de nouvelles bases. « Personne ne nous a visités et les gens construisent comme ils veulent, affirme-t-il. Moi, je n'avais pas d'autre choix, j'ai dû me débrouiller tout seul et reconstruire sur ce terrain, même si nous savons tous que c'est dangereux. De toute façon, on n'a pas interdit les reconstructions, et tout le monde le fait... ».

Les sinistrés, pour qui la période de la reconstruction est souvent difficile, ont du mal à comprendre la lenteur des actions de l'État. Le peuple impatient de retrouver des logements décents et sécurisés commence à douter de la volonté des uns et des autres de répondre à ses attentes quant aux perspectives de relogement, d'emploi, de conditions un peu plus assurées, d'accès à l'eau, d'hygiène, de santé, de sécurité, d'éducation¹².

Les cas de reconstructions spontanées sont nombreux. On retrouve dans chaque reconstruction post-catastrophe des situations de reconstruction spontanées, souvent motivées par le manque de réaction des autorités qui tardent à proposer des solutions de relogement temporaires et permanentes (MOATTY, 2015).

Le problème, c'est que si le repeuplement anarchique du quartier Villa Rosa se fait à un rythme accéléré, l'État haïtien, lui, va beaucoup moins vite en besogne. « Le travail de réaménagement des quartiers n'en est encore qu'au stade de la réflexion, admet Alfred PIARD, directeur du ministère des Travaux publics, Transport et Communication. Une carte des risques que présente chaque endroit est en cours d'élaboration ». En d'autres mots, plus de cinq ans après le séisme destructeur, l'État haïtien n'est même pas parvenu à élaborer un plan de réaménagement des quartiers précaires.

La stagnation de la reconstruction, source d'immenses difficultés pour les sinistrés, est à mettre sur le compte de l'ampleur de la tâche et de la faiblesse des structures publiques haïtiennes que l'aide internationale n'est pas en mesure de compenser.

Sous l'action individuelle des habitants, le quartier était devenu un chantier où de nombreux camions à benne transportant à longueur de journée sable, pierres, barres de fer et ciment. Un peu partout, sur des terrains minuscules à peine débarrassés des débris du séisme, des groupes d'ouvriers sont à l'œuvre, reconstruisant sans plan d'ensemble – et sans que jamais leurs

¹² Guy Maximilien et Jean-Marie THEODAT, 2011. *Conjonction* n° 223, « Éditorial ».

propriétaires n'aient pu parler aux autorités. Dans leur grande majorité, les travaux sont conduits par des « bôs mason », en absence d'ingénieurs qualifiés.

À mesure que les gens reconstruisent leurs maisonnettes, le quartier se repeuple. Plusieurs secteurs aux limites insaisissables et imprécises – Balanyen, Impasse Guercy ou Nan Tif, etc. constituent ce quartier précaire en voie de recomposition.

Chose certaine, rien ne risque de distinguer le nouveau Villa Rosa de celui d'avant le séisme. « J'avais espéré que mon quartier allait être réaménagé et que nous en aurions fini avec ces corridors exigus, comme le promettaient, après le 12 janvier, les responsables de l'État qui parlaient de construire enfin des logements sociaux », se désole Pierre Richard MATHURIN, qui est originaire du quartier.

Ce jeune homme dans la vingtaine regrette de devoir vivre dans les mêmes conditions ayant causé la mort de tant de ses compatriotes. « Cela nous révolte de vivre dans cette situation, s'indigne-t-il. Nous aimerions habiter un quartier accessible, où il y a des services disponibles, mais hélas ! Nous sommes retournés à la même situation qu'avant le séisme. Les gens construisent comme ils le veulent, en dehors de toute norme et dans la passivité totale des autorités constituées ».

L'agent de liaison de la mairie de Port-au-Prince, affecté au projet de gestion de débris du PNUD pour la zone Obenne Derisier, dit ne rien pouvoir faire pour contrer le retour des sinistrés sur des terrains dangereux : « L'État est faible et la situation dans ces quartiers est très compliquée, dit-il, comme pour justifier l'inaction des autorités. On n'a pas assez de moyens pour empêcher les constructions anarchiques. On peut passer le matin et ne voir aucune construction, mais quand on retourne le soir, on constate qu'on a eu le temps d'ériger une maison. »

COMFORT *et al.* (2010) montrent la nécessité d'agir vite pour ne pas laisser s'installer la précarité. De nombreuses études de cas vont dans ce sens en démontrant que les situations de relogement temporaire pouvaient s'ancrer dans le temps long et devenir des situations de précarité permanentes. « *The tension between speed and quality mismatch between resources and speed of recovery, and urgency of decision making before information and knowledge are established* » (JOHNSON et HAYASHI, 2012).

Pour Dominique MATHON (2012), la reconstruction post-catastrophe de Port-au-Prince conduit vers l'enracinement de la vulnérabilité. Elle questionne la tendance chez la population haïtienne à engendrer ou amplifier sa propre vulnérabilité.

Pour VINET (2003, 2007¹³) la reconstruction « à l'identique » désigne la situation dans laquelle les sinistrés construisent selon les mêmes modalités et contribuent ainsi à la production et reproduction du risque.

En Haïti, bien que des sommes importantes aient déjà été dépensées pour la réponse au tremblement de terre, seulement une petite partie de la population touchée a, à ce jour, bénéficié d'une solution de relogement provisoire ou permanente. En l'absence d'une stratégie officielle et commune, la réhabilitation des logements s'est réalisée à travers des projets dispersés.

Il semble très peu probable que ces projets puissent répondre aux besoins du secteur qui, déjà avant le séisme, était très fragile. Notamment les populations avec des moyens économiques limités risquent de rester encore une fois sans solution durable de logement.

Il convient de souligner que les chiffres officiels, cités dans les paragraphes ci-dessus, n'englobent pas le grand nombre de maisons réparées et construites par les familles touchées sans l'appui d'une agence et de dons internationaux. Pourtant, l'expérience de programmes de reconstruction de logements a montré que l'appui est plus efficace s'il combine appui technique et financier et s'il cumule les subventions des agences avec l'investissement des propriétaires¹⁴.

¹³ Cité par MOATTY, 2015.

¹⁴ ONU Habitat, Appui à la réhabilitation et la reconstruction de logement dans le contexte postséisme en Haïti : progrès et problématique, janvier 2012, p. 8 et suivantes.

5. Annexe

5.1. Références bibliographiques

Ouvrages généraux

- BAILLY A., (dir.) 2012. *Les concepts de la géographie humaine*, Armand Colin, Paris, 5^e éd. Paris, 333 p.
- BAILLY A., BEGUIN H., 2012. *Introduction à la géographie humaine*, Armand Colin, Paris, 8^e éd. Paris, 216 p.
- BRUNET R., FERRAS R., THERY H., 1995. *Les mots de la géographie, dictionnaire critique*, Reclus, La Documentation française, Paris.
- CIATTONI A. et VEYRET Y., 2007. (dir.) *Les fondamentaux de la géographie*, Paris, 2^e éd. Armand Colin, 301 p.
- SAVARIT-BOURGEOIS I., 2004. *L'essentiel du droit de l'urbanisme*. Paris, Gualino éditeur, EJA, 154 p.
- SIERRA P., (dir.) 2011. *La géographie : concepts, savoirs et enseignements*, Armand Colin, Paris, 367 p.

Ouvrages et revues traitant des thèmes relatifs aux notions : risques, vulnérabilités et catastrophes naturelles

- ALEXANDER D. 1993. *Natural Disasters*, Routledge, London and New York, 632 pages.
- ALEXANDER D. 2000. *Confronting Catastrophe: New Perspectives on Natural Disasters*, New York : Oxford University Press.
- ANDRE G., « Cartographie du risque naturel dans le monde. Étude comparative entre une approche d'ordre social et une approche d'ordre économique de la vulnérabilité ». *Cybergeo*, n° 286, 16 septembre 2004.
- BAILLY A., (dir), 1996. *Risques naturels, risques de société*, Ed Economica, Paris : 104 p.
- BANGKOFF G. (2004), "In the eye of the storm: the social construction of the forces of nature and the climatic and seismic construction of God in the Philippines", *Journal of Southeast Asian Studies*, 35 (1), pp. 91-111.
- BANGKOFF G., FRERKS G., and HILHORST T. (eds), 2003. *Vulnerability: Disasters, Development and People*, ch8. London: Earthscan.
- BECERRA S. et PELTIER A. (dir). 2009. *Risques et environnement : recherches interdisciplinaires sur la vulnérabilité des sociétés*, Paris : L'Harmattan, DL, 575 pages.
- BLAIKIE P. et al. 1994. *At risk-natural hazards, people's vulnerability and disasters*, Routledge, London, 2^e éd.

- BORRAZ O. 2008. *Les politiques du risque*. Presse de la Fondation Nationale des Sciences Politiques, 294 p.
- BRINKLEY D., 2006. *The great deluge: hurricane Katrina, New Orleans, and the Mississippi Gulf coast*. Ed Morrow, 716 p.
- BROWN D. M., 2005. *Hurricane Katrina: the first seven days of America's worst natural disaster*. Lulu.com, 100 p.
- BRUNSMAN D. L., OVERFELT D., STEVEN PICOU J., *The sociology of Katrina: perspectives on a modern catastrophe*.
- CANNON T., 1994. Vulnerability analysis and the explanation of « natural disasters ».
- CARE J. *et al.*, « Faisons en sorte que Katrina serve d'avertissement... », *Annales des mines* octobre 2005 pp. 107-110. In http://www.businessweek.com/bwdaily/dnflash/sep2005/nf2005091_2860_db094.htm
- COOPER C., BLOCK R. J., 2006. *Disaster: Hurricane Katrina and the failure of homeland security*. Ed Time books, 333 p.
- DANIELS R. J., KEHL D. F., KUNREUTHER H., 2006. *On risk and disaster: lessons from hurricane Katrina*. University of Pennsylvania Press, 293 p.
- DAVIS M., 2005. « À la Nouvelle Orléans, un capitalisme de catastrophe ». <http://www.monde-diplomatique.fr/2005/10/DAVIS/12817>. Consulté le 16 décembre 2010
- DAUPHINE A., 2001. *Risques et catastrophes : observer, spatialiser, comprendre, gérer*. A. Colin, 288 p.
- D'ERCOLE R., METZGER P., « La vulnérabilité territoriale : une nouvelle approche des risques en milieu urbain », *Cybergeo : European journal of geography* [en ligne]. Dossiers, Vulnérabilités urbaines au sud, document 447, mis en ligne le 31 mars 2009. URL : <http://cybergeo.revues.org/index22022.html>.
- D'ERCOLE R., METZGER P., et ARBOLDEDA, N.B., « espaces enjeux espaces vulnérable, le cas de Quito (Equateur) ». *Villes en Développement*, no 65, octobre 2004, pp 3-4.
- DORIER-APRIL E. et GERVAIS-LAMBONY P., 2007. *Vies citadines*. Belin, collection mappemonde, paris, 267 p.
- DUNGLAS J., 2005. « Typologie des aléas et connaissance scientifique de la vulnérabilité. Le point de vue de l'ingénieur », *Annales des mines* octobre 2005, pp. 90-101.
- FABIANI J.-L. et THEYS J., 1987. *La société vulnérable : Évaluer et maîtriser les risques*, 674 p.
- GLEYZE J.-F. et REGHEZZA M., 2007. « La vulnérabilité structurelle comme outil de compréhension des mécanismes d'endommagement ». *Géocarrefour*, vol. 82, n^{os} 1-2, pp. 17-26.
- ESCAP/UNISDR Reducing Disaster Vulnerability and Building Resilience in Asia and the Pacific The Asia-Pacific Disaster Report, 2010,

- GREG O'HARE AND SARA RIVAS "The landslide hazard and human vulnerability in La Paz City, Bolivia *The Geographical Journal*, Vol. 171, No. 3, September 2005, pp. 239-258.
- HEWITT K., 1983. *Interpretations of calamity*, Londres, Allen.
- LAVIGNE F., PARIS, R., 2011. *Tsunarisque : le tsunami du 26 décembre 2004 à Aceh, Indonésie*, Publication de la Sorbonne, Paris, 324 p.
- LE BLANC A., 2008. « Vulnérabilité sismique et inégalités sociospatiales », *Espace populations sociétés* [En ligne], 2008/1 | 2008, mis en ligne le 1^{er} juin 2010. URL : <http://eps.revues.org/index2362.html> DOI : en cours d'attribution.
- LEONE F., 2007. *Caractérisation des vulnérabilités aux catastrophes « naturelles » : contribution à une évolution géographique multirisque (mouvements de terrain, séismes, tsunamis, éruptions volcaniques, cyclones)*. Mémoire HDR, université Paul Valéry-Montpellier III, Laboratoire GESTER, Montpellier, 245 p. + Annexes.
- LEWIS J., 2008. THE CREATION OF CULTURES OF RISK : Political and commercial decisions as causes of vulnerability for others.
- MANCENO F., 2006. « Katrina et La Nouvelle Orléans : entre risque « naturel » et aménagement par l'absurde », *Cybergeo : European journal of geography* [en ligne]. Aménagement, Urbanisme, document 353, mise en ligne le 12 octobre 2006. URL : <http://cybergeo.revues.org/index90.html>.
- MARET I., 2008. « La Nouvelle Orléans n'a pas perdu son âme », *Géographie et Culture* ; n° 65, pp. 33-52.
- MARET I., ALLEN B., 2008. "Treme, The Challenges of an Equitable Recovery in New Orleans", *Projections MIT Journal of Planning*; vol. 8, pp. 190-211.
- MARET I., BROOKS J., 2007. "Can we Rebuild a Fair Education System After a Disaster? The New Orleans Experience" *Archithese*, April.
- MARET I., CADOUL, T., 2008, « La reconstruction de la Nouvelle Orléans, participation citoyenne et planification durable », In *Dans L'après-développement durable : espaces, nature, culture et qualité*, dir. Antoine DA LAGE *et al.*, Paris, Ellipses, pp. 121-128.
- MARET I., CADOUL T., 2008. « Résilience et reconstruction durable : que nous apprend La Nouvelle Orléans » ? *Annales de Géographie* ; n° 663, pp. 104-124.
- MARET I., GOEURY R., 2008. « La Nouvelle Orléans et l'eau : Un urbanisme à haut risque ». *Environnement urbain/Urban Environment* ; vol. 2, pp. 107-122.
- MARET I., CADOUL T., 2008. « Peut-on concilier risques côtiers et planification viable ? Le cas de La Nouvelle Orléans » *Territoires en Mouvement* ; n° 1, pp. 83-95.
- MORA S. « Disasters are not natural: risk management, a tool for development » *Geological Society, London, Engineering Geology Special Publications* 2009; v. 22 ; p. 101-112
- NOVEMBER V., 2006. « Le risque comme objet géographique » *Cahiers de géographie du Québec*, vol. 50, n° 141, p. 289-296. URI : <http://id.erudit.org/iderudit/014868ar> DOI : 10.7202/014868ar. Document téléchargé le 7 février 2014 09:53

- OLIVER-SMITH A., "Post-Disaster Housing Reconstruction and Social Inequality": A Challenge to Policy and Practice. *Disasters*, vol. 14, no 1, 1990.
- OLIVER-SMITH A. 1988. « Planning Goals and Urban Realities: Post-disaster Reconstruction in a Third World City ». in *City and Society* 2, 2 : 105-126.
- OZER P., DE LONGUEVILLE F., 2005. « Tsunami en Asie du Sud-Est : retour sur la gestion d'un cataclysme naturel apocalyptique », *Cybergeo: European journal of geography* [en ligne]. Environnement, Nature, Paysage, documnt 321, mis en ligne le 14 octobre 2005. URL : cybergeo.revue.org/index3081.html.
- PNUE 2009 « Avancées scientifiques et développements dans notre environnement en mutation », rapport annuel.
- PNUD, Rapport mondial sur le développement humain, 2007-2008.
- PELLING M., 2003. *The vulnerability of cities. Natural disasters and social resilience*, London Earthcan Publication.
- PIGEON P., 2005. *Géographie critique des risques*. Ed Economica/Anthropos : 217 p.
- PIGEON P., 2002. Approches géographiques des risques « naturels », *Ann. Géog* : 627-628
- Provitolo, D. 2007. « Vulnérabilité aux inondations méditerranéennes en milieu urbain », *Annales de Géographie*, n° 653, p. 25.
- BEAUCHARD Enrico Louis, 1998. *What is a disaster*, London: Routledge.
- BEAUCHARD Enrico Louis, 2008. « Disasters: recipies and remedies », in *Social Research*, (2008, Fall), vol.75 : n° 3, p. 655-1032.
- RAMADE F., 2006. *Des catastrophes naturelles ?*, Paris, 258 pages.
- REGHEZZA M., « Géographes et gestionnaires face à la vulnérabilité métropolitaine. Quelques réflexions autour du cas francilien » *Annale. Géographie.*, n° 669, 2009, p. 459-477.
- RENARD F., CHAPON P.-M., 2010. « Une méthode d'évolution de la vulnérabilité urbaine appliquée à l'agglomération Lyonnaise ». *L'Espace Géographique*, n° 1, pp. 35-50.
- ROBIN DES BOIS/GEIDE : « déchets post-catastrophe : risques sanitaires et environnementaux ». *Post-catastrophe*, sept 2007, vol. 3. 138 p.
- ROMAIN H., 2010. *Katrina, 2005. L'ouragan, l'État et les pauvres aux Etats-Unis*, Éditions de l'École des Hautes Études en Sciences Sociales.
- SCHWAB A. K., BROWER D., J., ESCHELBACH K., 2006. *Hazards mitigation and preparedness : building resilient communities*. Ed Wiley, 568 p.
- SCHWAB J., 1998. "Planning for post-disaster recovery and reconstruction", numéros 480 à 484. American Planning Association, 346 p.
- SECHET, R., 2006. « Quand le risque et l'urgence cachent les vulnérabilités et les inégalités », pp177-132. In SECHET, R. et VESCHAMBRE, V., (dir), 2006. *Penser et faire la géographie sociale. Contributions à une épistémologie de la géographie sociale*. Presses universitaires de Rennes, 397 p.
- TAMRU B., 2009. La vulnérabilité foncière à Addis-Abeba, in Gras, P. (Ed.), *Voyage en Afrique urbaine*, Paris, l'Harmattan, 87-106.

- TAMRU B., 2004. Les échelles d'émergence des territoires du risque : éléments de réflexions sur les risques agro-climatiques et sanitaires en Ethiopie., ouvrage collectif Risque et Territoires - sous la direction de Thierry Coanus UMR 5600 – Éditions CNRS.
- TAMRU B., 2002. « L'émergence du risqué d'inondation à Addis-Abeba : pertinence d'une étude des dynamiques urbaines comme révélatrices d'un processus de vulnérabilisation ». *Annales de Géographie* no 627-628, pp. 614-636.
- STOLTMAN P. J., LIDSTONE J., DECHANO M. L., 2004. *International perspectives on natural disasters : occurrence, mitigation, and consequences*, 478 p.
- TEXIER P., « L'éruption du volcan Mérapi à Java-centre en mai 2006 : une crise révélatrice des causes profondes de la vulnérabilité des populations ». 3^e congrès du Réseau Asie-IMASE/26-27-28 septembre, Paris, France. www.reseau-asie.com
- TEXIER P., 2009. *Vulnérabilité et réduction des risques liés à l'eau dans les quartiers informels. Réponses sociales, institutionnelles et non institutionnelles*. Thèse de doctorat en Géographie, Univ-Paris7, p. 466.
- THOURET J.-C. et D'ERCOLE R., 1996. « Vulnérabilité aux risques naturels en milieu urbain : effets, facteurs et réponses sociales ». *Cahier des Sciences Humaines*, ORSTOM, n° 32, vol 2, pp 407-422.
- UNISDR, *Terminologie des risques de catastrophe*, <http://www.unisdr.org/eng/terminology/UNISDRTerminology-French.pdf>, 2009, 34 pages.
- VALE L., CAMPANELLA T., 2005. *The resilient city. How modern cities recover from disaster*, New York, Oxford University Press.
- VEYRET Y., 2003. (dir), *Les Risques*, SEDES, Paris, 255p.
- ZACEK M., 2003. *Conception parasismique*, Les Grands Ateliers de L'Isle-d'Abeau, 89 p.
- ZACEK M., 2003. *Vulnérabilité et renforcement*, Les Grands Ateliers de L'Isle-d'Abeau, 59 p.
- ZACEK M., 2003. *Évaluation de la présomption de vulnérabilité aux séismes des bâtiments existants*, Les Grands Ateliers de L'Isle-d'Abeau, 41 pages.
- ZANINETTI J.-M., 2007. « Dynamiques urbaines de la Nouvelle Orléans avant Katrina : étalement urbain et ségrégation raciale », *Annale. Géographie.*, n° 654, 2007, pages 188-209, Armand Colin.

Ouvrages et revues traitant des thèmes relatifs aux notions : acteurs, stratégies, territoire, aménagement

- ALDHUY J., 2008. « Au-delà du territoire, la territorialité ? *GEODOC*, n° 55, pp. 35-42.
- ANTIER G., 2005. *Les stratégies des grandes métropoles : enjeux, pouvoirs et aménagement*. Paris, Ed. Armand Colin, 249 p.
- BEAUCHARD J., 1996. *La ville-pays. Vers une alternative à la métropolisation*, Eds de l'Aube, 126 p.

- BENOS R., GALLAS, A., 2008. « L'intentionnalité en géographie : une notion « clé », *GEODOC*, n° 55, pp. 81-92.
- BERGER M., « À propos des choix résidentiels des périurbains : peut-on parler de stratégies territoriales ? », *Strates* [En ligne], 5 | 1990, mis en ligne le 16 mars 2007, Consulté le 15 janvier 2014. URL : <http://strates.revues.org/1424>
- BERTRAND M., GAMBINO, 2008. « Autour de la territorialité : évidence, pertinence, utilité ? *GEODOC*, n° 55, pp. 43-52.
- BOURDIN A. et PROST R., (dir.), 2009, *Projets et Stratégies urbaines : Regards comparatifs*, Marseille, Éditions Parenthèses, 283 p.
- CAVAILLE F., et MILIAN J., 2008. « Mobiliser la notion d'acteur en géographie », *GEODOC*, n° 55, 124 p.
- CHAUVIRE, C. et CHAUVIRE, Y., « Des frontières invisibles dans la ville ? », *Strates* [En ligne], 5 | 1990, mis en ligne le 16 mars 2007, Consulté le 16 janvier 2014. URL : <http://strates.revues.org/1351>
- COENEN-HUTHER J., « Les acteurs et les conséquences inattendues de leurs actions : le cas de l'université », *Revue européenne des sciences sociales* [En ligne], XXXIX-121 | 2001, mis en ligne le 11 décembre 2009, consulté le 18 octobre 2012. URL : <http://ress.revues.org/652> ; DOI : 10.4000/ress.652.
- COHEN J., « S'engager moins pour organiser mieux ? Le paradoxe des stratégies territoriales d'entreprises », *Strates* [En ligne], 5 | 1990, mis en ligne le 16 mars 2007, Consulté le 15 janvier 2014. URL : <http://strates.revues.org/1367>
- D'AQUINO Patrick, « Le territoire entre espace et pouvoir : pour une planification territoriale ascendante », *L'Espace géographique*, 2002/1 tome 31, p. 3-22.
- DEBARBIEUX B., « Le lieu, le territoire et trois figures de rhétorique ». In : *Espace géographique*. Tome XXIV n° 2, 1995, pp. 97-112. doi : 10.3406/spgeo.1995.3363 http://www.persee.fr/web/revues/home/prescript/article/spgeo_0046-2497_1995_num_24_2_3363
- DESHAIES L., 2006. « Les défis d'une géographie en émergence comme science sociale » *Cahiers de géographie du Québec*, vol. 50, n° 141, 2006, p. 565-576. URI : <http://id.erudit.org/iderudit/014901ar> DOI : 10.7202/014901ar. Document téléchargé le 7 février 2014 09:53
- DI MEO Guy, « Les territoires de la localité ». In : *Espace géographique*. Tome XXII n° 4, 1993. pp. 306-317. DOI : 10.3406/spgeo.1993.3226 http://www.persee.fr/web/revues/home/prescript/article/spgeo_0046-2497_1993_num_22_4_3226
- FABUREL G., « Les inégalités environnementales comme inégalités de moyens des habitants et des acteurs territoriaux », *Espace populations sociétés* [En ligne], 2008/1 | 2008, mis en ligne le 1er juin 2010, consulté le 10 octobre 2012. URL : </index2430.html>
- FAGNANI J., « De l'utilisation du concept de stratégie en géographie sociale : quelques éléments de réflexion », *Strates* [En ligne], 5 | 1990, mis en ligne le 16 mars 2007, Consulté le 16 janvier 2014. URL : <http://strates.revues.org/1341>

- FERLAND Y., 2006. « Synthèse : caractérisation de territorialités émergentes », Cahiers de géographie du Québec, vol. 50, n° 141, p. 489-498. URI : <http://id.erudit.org/iderudit/014892ar>. DOI : 10.7202/014892ar. Document téléchargé le 7 février 2014 09:53
- FERRIER J.-P., 1984. « Savoir lire le territoire ». *L'espace Géographique*, n° 4.
- GAUDIN J.-P., 2001. « L'acteur. Une notion en question dans les sciences sociales », *Revue européenne des sciences sociales* [En ligne], XXXIX-121 | 2001, mis en ligne le 11 décembre 2009, consulté le 14 octobre 2012. URL : <http://ress.revues.org/641> ; DOI : 10.4000/ress.641.
- GRANDJEAN P., LADEFROUX R. et MATHIEU N., « Conjuguer stratégie(s) et territoire(s) », *Strates* [En ligne], 5 | 1990, mis en ligne le 16 mars 2007, Consulté le 7 février 2014. URL : <http://strates.revues.org/1339>
- JAILLET M.-C., 2008. « Géographie et acteur, éléments de discussion, *GEODOC*, no 55, pp 119-121.
- LADEFROUX R., « Acteurs sociaux et stratégies au Brésil », *Strates* [En ligne], 5 | 1990, mis en ligne le 16 mars 2007, Consulté le 16 janvier 2014. URL : <http://strates.revues.org/1384>
- LARDON S. *et al.*, 2005. « Capital social et développement territorial. Quel impact spatial des relations sociales ? »
- LARGE R., 2008. « Acteur, engagement et dégageant ». *GEODOC*, n° 55, pp. 69-80.
- MATHIEU N., « Pour une nouvelle approche spatiale de l'exclusion sociale », *Strates* [En ligne], 9 | 1997, mis en ligne le 19 octobre 2005, Consulté le 27 janvier 2014. URL : <http://strates.revues.org/612>
- LEVY J., « A-t-on encore (vraiment) besoin du territoire ? » In : *Espaces Temps*, 51-52, 1993. Les apories du territoire. *Espaces, couper/coller*. pp. 102-142. doi : 10.3406/espat.1993.3859 http://www.persee.fr/web/revues/home/prescript/article/espat_0339-3267_1993_num_51_1_3859
- LEVY J., « Qu'est-ce qu'être acteur ? À propos d'habitat et d'espace politique », *Strates* [En ligne], 5 | 1990, mis en ligne le 27 mars 2007, Consulté le 3 février 2014. URL : <http://strates.revues.org/1359>
- LUGINBUHL Y., « Plus stratégique que le territoire, tu meurs... », *Strates* [En ligne], 5 | 1990, mis en ligne le 16 mars 2007, Consulté le 16 janvier 2014. URL : <http://strates.revues.org/1421>
- MILIAN J., 2008. « La notion d'Acteur et la Géographie : Post-ures, démarches et pratiques » *GEODOC*, 2008, n° 55, pp. 5-15.
- NOSEDA, V et RACINE J.-B., « Acteurs et agents, points de vue géographiques au sein des sciences sociales », *Revue européenne des sciences sociales*, Tome XXXIX, 2001, n° 121, pp. 65-79.
- PASSERON J.-C., « Acteur, agent, actant : personnages en quête d'un scénario introuvable », *Revue européenne des sciences sociales* [En ligne], XXXIX-121 | 2001, mis en ligne

le 11 décembre 2009, consulté le 11 octobre 2012. URL : <http://ress.revues.org/643> ; DOI : 10.4000/ress.643

PUMAIN D., « Villes, agents et acteurs en géographie », *Revue européenne des sciences sociales* [En ligne], XXXIX-121 | 2001, mis en ligne le 11 décembre 2009, consulté le 11 octobre 2012. URL : <http://ress.revues.org/649> ; DOI : 10.4000/ress.649

SENECAL G., « Synthèse : entre structure et action : nouvelles perspectives en géographie » *Cahiers de géographie du Québec*, vol. 50, n° 141, 2006, p. 283-287. URI : <http://id.erudit.org/iderudit/014867ar> DOI : 10.7202/014867ar. Document téléchargé le 18 février 2013 01:58.

RAFESTIN C., « Remarques sur les notions d'espace, de territoire et de territorialité ». *Espaces et sociétés*, 1982, n° 41, p. 167-171 http://archive_ouverte.unige.ch/unige:4324 Consulté le 7 février 2014 à 17:36:58

RAFESTIN C., « Territorialité : concept ou paradigme de la géographie sociale ? » *Geographica Helvetica*, 1986, n° 2, p. 91-96 <http://archive-ouverte.unige.ch/unige:4350> Consulté le 7 février 2014 à 17:36:58

REYSSET P., 2009. *Aménager la ville. L'art d'Habiter*, Paris, Ed. Le sang de la terre, coll. L'écologie urbaine, 190 p.

ROCHEFORT M. et ROUSSEL M., « Politique, stratégies et tactiques dans la dynamique d'un espace urbain : l'exemple de Brasilia », *Strates* [En ligne], 5 | 1990, mis en ligne le 16 mars 2007, Consulté le 14 janvier 2014. URL : <http://strates.revues.org/1397>

ROCHEFORT M., MATHIEU N., BALLEY C., PLET F., GUERRINI M.-C., LUGINBUHL Y., CATHERINE PAIX C., RHEIN C. et LEVY J., « DÉBAT : La reconnaissance de stratégies est-elle dans tous les cas opératoire ? », *Strates* [En ligne], 5 | 1990, mis en ligne le 16 mars 2007, Consulté le 14 janvier 2014. URL : <http://strates.revues.org/1418>

TAMRU B., 2007. Les villes dans l'espace éthiopien, in Prunier, G. (Ed.), *L'Éthiopie contemporaine*, Paris, Karthala, 309-328.

TAMRU B., 2005. Enclaves urbaines et stratégies territoriales en Éthiopie contemporaine, *Espaces Populations Sociétés*, 1, 71-82.

TAMRU B., 2013. *Villes et territoires en Éthiopie*, Paris, L'Harmattan.

VERDEIL E., « Une ville et ses urbanistes : Beyrouth en reconstruction », *Strates* [En ligne], 11 | 2004, mis en ligne le 14 janvier 2005, Consulté le 30 mars 2013. URL : <http://strates.revues.org/452>

VOLKEN H., « Une fourmi sur la plage. Remarques sur les concepts d'agent et de comportement », *Revue européenne des sciences sociales* [En ligne], XXXIX-121 | 2001, mis en ligne le 11 décembre 2009, consulté le 21 octobre 2012. URL : <http://ress.revues.org/650> ; DOI : 10.4000/ress.650.

Ouvrages et revues traitant des thèmes relatifs à la géographie sociale

BACKOUCHE I., RIPOLL F., TISSOT S. et VESCHAMBRE V., (dir) 2011. *La dimension spatiale des inégalités. Regards croisés des sciences sociales*. Rennes, Presses universitaires de Rennes, 357 p.

- BONNY Y., OLLITRAULT S., KEERLE R. et LE CARO Y., (dir), 2011. *Espaces de vie, espaces enjeux. Entre investissements ordinaires et mobilisations politiques*. Rennes, Presses universitaires de Rennes, 407 p.
- BRET B., GERVAIS-LAMBONY P., HANCOCK C. et LANDY F., (dir) 2010. *Justice et injustices spatiales*. Paris, Presses Universitaires de Paris Ouest, 315 p.
- CLAVAL P., 1973. *Principes de géographie sociale*, Paris, éditions M.-Th. Génin, 351 p.
- COLLECTIF FRANÇAIS DE GEOGRAPHIE URBAINE ET SOCIALE. *De la géographie urbaine à la géographie sociale. Sens et non-sens de l'espace*, Paris, 1984, 262 p.
- DI MEO G., BULEON, P., 2005. *L'espace social. Lecture géographique des sociétés*. Paris, Armand Colin, 303 p.
- DI MEO G., 2001, *Géographie sociale et territoire*, Paris, Nathan Université, 1^{re} éd. 1998, 317 p.
- DI MEO G., 1990, « De l'espace vécu aux formations sociospatiales » *Géographie Sociale*, vol 10, pp. 13-23.
- DI MEO G., « Une géographie sociale entre représentations et action » Manuscrit auteur, publié dans *Montagnes méditerranéennes et développement territorial*, 23 (Numéro Spécial Représentation, Action, Territoire) (2008) 13-21.
- DI MEO G., « Composantes spatiales, formes et processus géographiques des identités ». In : *Annales de Géographie*. 2004, t. 113, n° 638-639. pp. 339-362. DOI : 10.3406/geo.2004.21628
http://www.persee.fr/web/revues/home/prescript/article/geo_0003-4010_2004_num_113_638_21628
- FREMONT A., 1976. *La région, espace vécu*, Paris, PUF.
- FREMONT A., HERIN R., CHEVALIER J. et RENARD J., 1984. *Géographie sociale*, Paris, Masson. Faire la géographie sociale aujourd'hui. Les Documents de la MRSH de Caen, n° 14, novembre 2001. « Lire l'espace comprendre les sociétés », *Géographie Sociale*, vol 10, septembre 2010.
- SECHET R., VESCHAMBRE V., (dir) 2006. *Penser et faire la géographie sociale. Contribution à une épistémologie de la géographie sociale*, Rennes, Presses Universitaires de Rennes, 397 p.
- RACINE J.-B., « Problématique pour une géographie « sociale » des espaces sociaux en Suisse », *Geographica Helvetica* 1986 – N° 2, pp. 57-66.
- SECHET R., GARAT I. et ZENEIDI D., 2008. *Espaces en transaction*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 359 p.

Ouvrages et revues traitant des thèmes relatifs aux notions : représentations sociales et spatiales

- ABRIC J.-C., 2003. *Pratiques sociales et représentations*. Paris, PUF, Coll. Psychologie, 253 p.

- ANDRE Y., 1998. *Enseigner les représentations spatiales*, Paris, Economica et Anthropos, 254 p.
- ANDRE Y. *et al.*, 1989. *Représenter l'espace : l'imaginaire spatial à l'école*, Paris, Anthropos.
- ANDRE Y., 1990. *Modèles graphiques et représentations spatiales*, Paris, Anthropos.
- BAILLY A. 1989. « Pour une géographie des représentations ». In André, Y., *et al.*, 1989. *Représenter l'espace : l'imaginaire spatial à l'école*, Paris, Anthropos.
- BAILLY A. *et al.* 1995. *Géographie régionale et représentations*, Paris, Anthropos, 115 p.
- LARDON S., MAUREL P., PIVETEAU V., 2001. *Représentations spatiales et développement territorial*. Paris, Hermès Sciences publication, 437 p.
- BOURDIEU P., L'identité et la représentation [Éléments pour une réflexion critique sur l'idée de région]. In : Actes de la recherche en sciences sociales. Vol. 35, novembre 1980. L'identité, pp. 63-72. DOI : 10.3406/arss.1980.2100
http://www.persee.fr/web/revues/home/prescript/article/arss_0335_5322_1980_num_35_1_2100
- ESCALLIER R., 2006. « Les frontières dans la ville, entre pratiques et représentations », *Cahiers de la Méditerranée* [En ligne], 73 | 2006, mis en ligne le 5 novembre 2007, Consulté le 21 décembre 2010. URL : <http://cdlm.revues.org/index1473.html>
- MANONI P., 2006. *Les représentations sociales*. Paris, PUF. Col. Que sais-je ? 1^{re} Ed. 1998, 4^e éd.
- ROUQUETTE, M.-L. et RATEAU P., 1998. *Introduction à l'étude des représentations sociales*. Presses Universitaires de Grenoble.
- SECA J.-M., 2001. *Les représentations sociales*. Paris, Armand Colin, VUEF.

Haïti et Port-au-Prince

- ALPHONSE R., « Deux mots sur la CIRH ». *L'observatoire de la reconstruction*, n^{os} 4 et 5, octobre-novembre 2012.
- BILHAM R., 2010 "Lessons from the Haiti earthquake". *Nature*, vol. 463.
- CIAT, 2010 « Haïti, Demain », objectifs et stratégies territoriales pour la reconstruction, 37 p.
- CALAIS E., *Mesures GPS en Haïti Application à l'Aléa Sismique*. Rapport d'étape – juin 2007.
- COICOU E., « A la découverte du nouveau Port-au-Prince », *Macaya, 2012 année Zéro ?*, n^o 1 janvier-avril, 2012.
- GILLES A., « Reconstruction ! Quelle reconstruction ». *L'observatoire de la Reconstruction*, n^o 4, octobre 2012.
- GODARD H., 1994. « Port-au-Prince un système urbain à la dérive ». *Problème d'Amérique latine*, n^o 14, pp. 183-194.
- GOUVERNEMENT DE LA REPUBLIQUE D'HAÏTI : « Plan d'Action pour le relèvement et le développement d'Haïti ». Les grands chantiers pour l'avenir, mars 2010, 57 p.

- HOLLY G. 1999. *Les problèmes environnementaux de la région métropolitaine de Port-au-Prince*. Ouvrage réalisé pour la commémoration du 250^e anniversaire de la fondation de la ville de Port-au-Prince, 221 p.
- HURBON L., « De la privatisation de l'État ou les embûches de la reconstruction ». *L'observatoire de la reconstruction*, n° 5, novembre 2012.
- FANFAN J.-P., « HAÏTI Les oubliés de la reconstruction ». Article du journal *Le Matin* tiré dans l'édition spéciale du *Courrier International* sur Haïti, 2010.
- MALEBRANCHE S, « Consolidation et revitalisation des centres historiques : le cas du centre historique de Port-au-Prince ». Présentation au colloque du GIM tenu à Montréal du 26 au 30 juin 2000.
- MATHIEU P., CONSTANT J.A., PIERRE J., PIARD B.E., 2002. *Cartes et Étude de risques, de la vulnérabilité et des capacités de réponse en Haïti*. OXFAM. Édition page Concept, 186 p.
- MATHON D., « Reconstruction ou enracinement de la vulnérabilité ? », Revue *L'Observatoire de la reconstruction*, n° 1, mai 2012.
- MPCE. Planification stratégique de la région métropolitaine de Port-au-Prince : résultats de l'atelier de lancement n° 1, 29 au 31 juillet 2010 et travail futur, p. 33.
- MPCE, « *Forum vil nou vle a* ». Planification stratégique de la région métropolitaine de Port-au-Prince. Les résultats du processus participatif, 65 p.
- PDNA, 2010, Haïti : tremblement de terre – Évaluation des dommages, des pertes et des besoins généraux et sectoriels, 120 p.
- PREPETIT C., « Tremblements de terre en Haïti : Mythe Ou Réalité ? », *Le Matin* n° 33082, samedi 9 octobre 2010.
- THEODAT J.-M., « Haïti 2010 : les leçons d'une catastrophe », *EchoGéo*, Sur le vif 2010, [En ligne], mis en ligne le 8 février 2010. URL : <http://echogeo.revues.org/index11682.html>. Consulté le 8 février 2010.
- THEODAT J.-M., « Port-au-Prince : deux ans après le séisme du 12 janvier 2010, où en est la reconstruction », *Revue L'Observatoire de la reconstruction*, n° 1, mai 2012.
- THEODAT, J.-M., « Reconstruire : dans la tourmente ». *L'observatoire de la reconstruction*, n° 5, novembre 2012.
- TRATNJEK Bénédicte « Port-au-Prince, géographie d'une ville vulnérable : la catastrophe et la ville ». <http://geographie-ville-en-guerre.blogspot.com/2008/11/la-ville-vulnrables-et-images-du.html>. Consulté le 5 octobre 2010.